DES FEMMES AUSSI ÉCRIVENT L'HISTOIRE

Marie-Françoise PROTAT

Amel KARIM • Marie-Laure CHAPPUIS

Marie-France MILLON

Renée GURRIERI • Joëlle LE DUC

Marie-Noëlle ALSINA & Manuela FIORINI

DES FEMMES AUSSI ÉCRIVENT L'HISTOIRE

"LES FEMMES NE SONT PAS DES HOMMES COMME LES AUTRES…"

L'histoire fut longtemps "un métier d'hommes" qui écrivaient l'histoire des hommes, cette histoire étant présentée comme universelle. Plus encore que d'autres disciplines littéraires, l'histoire est d'ailleurs longtemps restée "un bastion de résistance masculine".

Mais cette histoire au masculin a rencontré l'émergence de nouveaux questionnements et de multiples contestations dans lesquels nous avons inévitablement entendu les revendications des femmes.

Une histoire sans les femmes était-elle possible ?

Quel sens avaient les événements ou les périodes du point de vue des femmes ?

Dans cet esprit, avec Claire Durand-Morel, Conseillère municipale à la Parité, nous avons construit ce projet : ***"Des femmes aussi écrivent l'histoire"***. Il ne s'agissait pas d'écrire une histoire "au féminin", mais que l'histoire soit écrite par des femmes ; ni de rapporter un vécu de femme qu'on opposerait à un vécu d'homme mais de participer à la description d'une histoire collective, ici, celle de notre ville de Bron.

L'histoire que nous retenons est celle que l'on nous "apprend", que l'on nous "raconte". Les femmes, au même titre que les hommes, ont écrit l'histoire de notre commune, qui se transmettra désormais aux générations futures.

Ce projet répond à un engagement de la Charte Européenne pour l'Égalité des femmes et des hommes dans la vie locale signée en janvier 2012 par la Ville de Bron : "La Ville à l'image des femmes et des hommes". Cet atelier d'écriture en était une action phare.

Une aventure passionnante s'est alors engagée il y a plus d'un an, au sein d'ateliers d'écriture, menés par les arTpenteurs et qui aujourd'hui trouve son aboutissement avec ce remarquable ouvrage.

Merci à nos historiennes, ces femmes qui ont pris à bras le corps ce projet. Elles se sont engagées, elles ont travaillé, se sont interrogées, pour écrire notre histoire collective.

Si, incontestablement, il n'existe pas de genre historique féminin ou masculin, les femmes brondillantes sont à coup sûr des plumes. À vous de juger…

Annie GUILLEMOT
Sénatrice-Maire

"LES FEMMES AUSSI PEUVENT ÉCRIRE L'HISTOIRE !
ET SI DES FEMMES HABITANT DIFFÉRENTS QUARTIERS EXPRIMAIENT
LEURS REGARDS SUR LA COMMUNE ET SES ÉVOLUTIONS ?",
TEL EST LE VŒU FORMULÉ PAR DES ÉLUES DE BRON.

La compagnie les arTpenteurs organise un atelier d'écriture au long cours avec l'écrivaine Claudine Arnaud.
L'appel à participer est lancé le 9 mars 2013, jour du traditionnel "Café femmes" ; les ateliers commencés dès le mois d'avril se poursuivent jusqu'en décembre 2013.
Huit participantes se retrouvent avec Claudine pour choisir leurs sujets, élaborer les démarches d'investigation, bâtir les plans des écrits. S'appuyant sur une "méthodologie d'historien", elles revisitent leur propre ville, rencontrent des personnes ressources, s'imprègnent des sites, se documentent afin d'approfondir leurs propos.
Très vite, la dynamique collective est au rendez-vous : la motivation est forte. Chacune a choisi un sujet qui lui tient à cœur, et les histoires de vie s'entremêlent avec l'évolution de la ville : **écrire sa ville, c'est aussi se dire.**
Au fil des mois, les textes prennent forme, les rendez-vous d'écriture avec Claudine deviennent personnalisés afin de soutenir au mieux l'expression écrite de chacune, dépasser les difficultés, fignoler le style. Les textes, achevés en janvier 2014, sont confiés au comité de lecture pour préparer la publication du recueil.
Dans la foulée, le groupe s'engage dans un atelier de mise en voix avec Patrice Vandamme, comédien, pour une lecture d'extraits lors du "Café femmes" du 8 mars 2014. Un an après le début de l'aventure, premier partage public, moment d'émotion où les participantes, redécouvrant oralement leurs propres textes, mesurent le chemin parcouru.
Les écrits abordent des sujets peu investis par "l'histoire officielle" : les transformations des quartiers, du cadre de vie, des entreprises, du cinéma, du patrimoine… tout ce qui fait l'essence du bien-vivre en commun.
Nul doute que beaucoup d'habitants seront heureux de revisiter à leur tour leur ville munis de ce précieux recueil.
Bonne lecture à tous !

Patrice VANDAMME
Directeur artistique, Compagnie les arTpenteurs

SI BRON M'ÉTAIT CONTÉ OU DU PASSÉ FAISONS NOTRE MIEL
› PAGE 5

ENTREPRENDRE ET TRAVAILLER À BRON
› PAGE 15

DE BRON-VILLAGE À BRON-VILLE
1964-2014
› PAGE 25

BRON ET LE PATRIMOINE
› PAGE 37

TERRAILLON
› PAGE 45

LA BELLE AVENTURE DU CINÉMA DE BRON
› PAGE 49

OMBRE ET LUMIÈRE,
DES FEMMES CÉLÈBRES AUX HÉROÏNES INCONNUES
› PAGE 59

Le magnolia, fleur symbole de Bron

L'hôpital Le Vinatier au début du XX^{e} siècle

Le raisin est vendangé chaque année en septembre au centre hospitalier Le Vinatier

Marie-Françoise PROTAT

SI BRON M'ÉTAIT CONTÉ OU DU PASSÉ FAISONS NOTRE MIEL

IL ÉTAIT UNE FOIS, Saint-Denis de Bron, petit bourg blotti autour de son église, dans un écrin de verdure. Avant d'être une vaste terre nourricière, la région de Bron était couverte par une forêt de 300 hectares, dernier rejeton de l'immense forêt du Velin en Bas-Dauphiné, présente depuis la préhistoire.

Il était une fois la forêt

Forêt où dominaient les chênes au milieu des charmes, des ormes, des hêtres et des pins. Des chênes dont nous trouvons des traces encore aujourd'hui. Par exemple au carrefour des Sept chemins qui s'appelait jadis "Le Trievoz du chêne de Bron", à trois voies comme son nom l'indique. De même, le croisement de la route de Grenoble avec celle de Vienne-Crémieu se nomme encore "carrefour des chênes" : le dernier témoin de la forêt préhistorique semble être le magnifique arbre plusieurs fois centenaire que l'on peut admirer un peu plus loin devant l'église de Colombier en Isère.

La destruction de la grande forêt de Saint-Denis de Bron commença sous le règne de Louis XV (1710-1774) quand les ingénieurs des Ponts et Chaussées firent passer la nouvelle route royale pour relier en droite ligne Lyon à Bourgoin. Au XVIII^{e} siècle, les chênes étaient très nombreux sur la commune, au lieu dit "Les Brosses" parmi broussailles et taillis. C'est pendant la période révolutionnaire que l'on vit la destruction presque totale du patrimoine forestier et ceci à la demande impérieuse du Directoire dont les finances étaient en faillite.

Le souvenir de la grande forêt ancestrale persiste encore de nos jours avec l'appellation des avenues, rues et chemins de la commune : avenue du Bois, rues des Acacias, des Aubépins ; rues de l'Églantine, des Genêts, du Grand Taillis, chemins de la Garenne, du Verdier, du Chasseur.

Du temps de la forêt, tout le village vivait de son exploitation : les bûcherons, les charbonniers, les charpentiers, les menuisiers, les charrons, sabotiers, tonneliers… L'abattage des arbres était courant pour fabriquer les poutres, les planches, utiles à la construction de maisons, cabanes, granges. On tirait aussi de la forêt le mobilier domestique, tables, armoires, lits, coffres, et presque tous les outils agricoles ou ménagers, le fer étant rare et cher.

Ultime refuge des habitants de Bron en cas de guerre, la forêt était pour eux une source inépuisable de récoltes et même de revenus illicites. Le braconnage de gibier varié était courant, la cueillette des fruits sauvages était assurée par les femmes et les enfants, de même que le bois mort et les champignons. Les seigneurs de Bron faisaient respecter leurs droits contre les déprédations et les braconnages des paysans, le droit d'abattage était toujours bien spécifié dans les chartes accordées aux paysans.

Imaginons la vie dans la forêt : les seigneurs de Bron montés à cheval, courant après les sangliers, lièvres, loups, renards, belettes, les paysans à pied, braconnant afin d'améliorer leur maigre repas quotidien, enfin 2000 chasseurs, nobles et paysans, rassemblés en 1754 pour une battue aux loups après que plusieurs bergers aient été dévorés aux alentours du village d'Heyrieux.

Sous le règne de Louis XV, la forêt de Saint-Denis de Bron commençait après le domaine du Mas des Tours, situé au carrefour du Vinatier, du côté du futur asile d'aliénés. Elle s'arrêtait au droit du futur fort de Bron dont l'emplacement était un vignoble.
En 1812, d'après le premier cadastre établi de la commune de Bron, les forêts, bois, taillis et bruyères représentaient une superficie de 117 hectares. Bron était un petit village rural de 1010 hectares.
En 1868, la forêt représentait encore 116 hectares. Au début du XIX^{e} siècle, de grands travaux furent entrepris entraînant la disparition ou la réduction des grandes forêts. Vers 1900, il ne reste que de modestes bois et fourrés parsemés sur le sol de Bron. Aux alentours de 1925, la grande forêt de Bron se réduit en un bois d'un kilomètre de profondeur, s'étendant au sud de la route de Grenoble.

Il était une fois les cultures

Les vignobles ont eu une place de choix dans la commune de Bron. Un point commun avec la ville jumelle d'outre-Rhin, Weingarten (jardin du vin) en Bade-Wurtemberg.
En effet, Saint-Denis devait son nom à un temple consacré au Dieu Dionysos (Denis), dieu du vin et de la vigne chez les Grecs.
De grandes vignes couvraient le quartier du Vinatier, le bien nommé, et aussi, après défrichage par essartage, celui des Essarts ; enfin, le mamelon du Fort et celui du Mont Chauve, Monté-Caldo qui va devenir Montchat, ainsi que les terres des Vignères.
La plupart des terres et des bois étaient la propriété des abbayes et des seigneurs de Bron. On en connaîtra plusieurs qui se succéderont au long de sept siècles.

Antoine de Bron en 1385 habite la Maison Forte composée d'un corps de logis carré défendu par une enceinte flanquée de tours, avec toutes ses appartenances et dépendances. Ses fonctions consistaient au droit de justice moyenne et basse sur le lieu-dit de Bron, le droit de lever l'impôt, les taxes seigneuriales sur les paysans. À l'époque, l'impôt correspondait à plusieurs mesures d'avoine, des bichets (mesure cylindrique de 22 grammes environ) de seigle ou de froment et une poignée de son, plus quatre journées de corvées pour ceux qui détenaient des bœufs.
Le marquis Louis De Leusse, dernier Seigneur de la Maison Forte sera guillotiné en janvier 1794 en place des Terreaux.

Des ordres religieux, dont celui des Bernardins, sont propriétaires de vastes terres depuis le Champ du Pont jusqu'aux UC de Parilly ainsi que le cœur du village et son église. Penchons-nous sur le domaine de la "Grange de la Déserte". Ces biens avaient été achetés en 1530, sous le règne de François 1er, par les sœurs du monastère portant le même patronyme, pour la somme de 1000 livres, en même temps que quelques parcelles et une grosse ferme. La fin de la production viticole eut lieu en 1590 sous l'effet du refroidissement climatique qui contraignit les religieuses de la Déserte à arracher les pieds de vigne pour rendre les champs cultivables.
Un écrit paru au XVIIe siècle le présente ainsi : « *un grand bâtiment avec grange, une maison avec étage, estable à bétail et aysances pour tenir foin et paille, jardins, fours, suel, prés, chenevriers (plantations de chanvre) et au-dedans desquels deux bœufs, trois vaches avec leurs suivants (leurs veaux), une jument, chèvres, poules et chapons* » complètent le tableau. Puis viennent les champs et les bois, « *deux terres en Revollas ou les vignes du Plan, de 18 bicherées (5 hectares environ) autrefois en vignes, terre et vergier, une terre de 4 asnées de semailles, sis au territoire de Vignères autrement appelé le Terraillon. En tout, douze parcelles d'une surface totale de 159 bicherées* », tout cela constitue le beau domaine de la Déserte. Le domaine rapportait chaque année de pleines charretées de grains et moult tonneaux de vin.
Terraillon rimait alors avec Vignères.
En 1620, Jean de Laube, seigneur de Bron, confisque les biens du couvent et en devient le propriétaire. Le "Mas du Terraillon" ou Terre-Haillons abrite alors des galets du Rhône et les montagnes de fumier venues des latrines de Lyon qui serviront à cultiver des céréales.

Selon le parcellaire de 1655, la moitié de la commune est vouée au seigle, d'où la "grande seiglière", cette céréale croît même sur les sols secs et arides. Le reste des terres est occupé par des bois et des vignes. En 1702, dans un procès verbal, lors de la révision générale des feux en Dauphiné, les habitants de Saint-Denis de Bron se plaignent de la pauvreté des récoltes. La majorité des terrains ne peut produire que du seigle, après un temps de jachère une année sur deux.
70% des terres appartiennent aux ordres religieux.

Le domaine du Mas des Tours est démoli lors de l'aménagement de l'asile d'aliénés de Bron, en 1870. À cette occasion sont arrachées les dernières vignes du Vinatier, presque deux fois millénaires.
Au début du XIX^{e} siècle, de grands travaux sont entrepris, entraînant la disparition ou la réduction des grandes forêts. L'aspect du paysage de Bron est complètement modifié au profit de grands champs de cultures.

Il était une fois la guerre

Pendant le deuxième millénaire, notre commune subit des turbulences. Bron devient savoyarde le temps de deux générations en 1310, puis annexée par le roi de France, ensuite dauphinoise en 1792 et enfin lyonnaise en 1851.
De tous temps, la guerre a bouleversé la vie de nos ancêtres et de notre cité. Pierre de Bron, courrier de Vienne, fut assassiné par des routiers payés par le Chapitre de la ville en 1277. Sa veuve en appela aux Seigneurs de Maubec, Veyssilieu, Crémieu, Pusignan et du Colombier pour venger sa mort. Pendant trois années, une guerre sanglante se déroulera tout autour de Vienne.

Les historiens s'accordent à dire que beaucoup de seigneurs dauphinois ou savoyards partaient en guerre, qui, avec la chasse, était leur passe-temps favori.
En 1345, à Saint-Laurent-de-Mure, après avoir pillé, incendié et tué dans le pays ennemi, les soldats s'en prirent aux paysannes qui furent battues et violées.

Plus près de nous, à la suite de la guerre de 1870, décision est prise d'élargir les défenses de l'agglomération lyonnaise. "Si tu veux la paix, prépare la guerre".
Le plateau de Bron avec ses 212 mètres de hauteur est choisi pour la construction d'un véritable système de défense, une chaîne équipée de batteries, fortins : Lessivas, Parilly. Ainsi s'élèvent des murailles qui encerclent la ville voisine, des forts ultra-modernes seront au nombre de dix-sept.
Celui de Bron, bâti en 1877, est l'un des plus importants : murs de six mètres de haut percés de meurtrières que précède un fossé profond, les douves.

L'équipement en hommes est important : plus de huit cents, artilleurs, fantassins équipés de chevaux et de mulets. L'aménagement intérieur permet de vivre en autonomie totale à long terme avec cuisine, boulangerie et magasins divers.
Enfin du matériel lourd complète l'agencement, dix-sept canons placés en cavalier (partie la plus haute du site), treize canons sur l'enceinte basse, dix autres dans les fossés, mortiers et autres... Tout ceci représente quarante-cinq unités d'armement.
Quelle sera la durée d'utilisation de cet important équipement ? Son efficacité ?... Il semble même qu'il ait peu servi ou pas du tout, car vite devenu obsolète.

Bron a traversé des moments sombres et douloureux : guerre patriotique, guerre idéologique, maintien de l'ordre, nous en conservons des traces indélébiles sur nos avenues et nos squares.

Je m'incline toujours avec respect devant les mémoriaux qui jalonnent mes promenades méditatives.
Par exemple devant la flamme du souvenir sculptée par Janika, une artiste brondillante, au cimetière paysager.
La place Curial mérite une halte et un moment de recueillement à la mémoire de Frère Benoît, Franciscain qui participa avec l'équipe de la Croix-Rouge à l'exhumation et l'identification des corps du charnier du terrain de l'aviation.
De même à l'entrée du Parc de Parilly, devant le monument de la guerre d'Algérie, et le monument des Fusillés du Fort Montluc où une pause s'impose.

Il était une fois le Vinatier

Un autre endroit connait un enfermement semblable à celui du Fort. En effet, un rempart de onze kilomètres s'étire de Villeurbanne à Saint-Fons, il isole le centre hospitalier le Vinatier. À la fin du XVIII^{e} siècle et au début du XIX^{e} siècle, à Lyon, les "insensés" sont enfermés dans des "cachots" ou "loges" qui composent le quartier des chambres basses de l'Hôtel-Dieu.

De 1803 à 1876, les aliénés, c'est-à-dire ceux qui sont privés de raison, sont contenus dans l'ancien couvent de l'Antiquaille qui devient par décret impérial « *un hospice pour les aliénés* ». Leur nombre ne cesse d'augmenter. Suite au vote de la loi du 30 juin 1838, qui affirme que « *chaque département est tenu d'avoir un établissement public, spécialement destiné à recevoir et soigner les aliénés* », un terrain de 37 hectares, domaine du Mas des Tours à Bron, est acheté en 1868 par le Conseil Général du Rhône afin d'y accueillir un futur asile de 600 lits au lieu des 1200 prévus au départ. À l'époque, Bron est essentiellement rural. Actuellement, le centre hospitalier Le Vinatier propose 1500 lits et places.
La conception des bâtiments est confiée à l'architecte en chef du département, Antonin Louvier, auteur de la construction de la prison Saint-Paul. L'établissement ouvre ses portes en 1876 sous le nom "d'Asile Départemental d'Aliénés de Bron". Très vite, l'asile de Bron doit faire face à une surpopulation : on compte à peine 1000 aliénés ; en 1936, leur nombre est de 2616 ; en 1940, la population de l'asile atteint le chiffre de 2895 patients.

En 1937, un nouveau nom : "L'hôpital Psychiatrique Départemental du Vinatier" remplace "l'Asile départemental d'Aliénés de Bron". Entre 1940 et 1945, comme dans beaucoup d'hôpitaux psychiatriques français, de nombreux malades périssent du fait d'une sous-alimentation.

1987 voit l'apparition d'un nouveau nom. Le "Centre Hospitalier Spécialisé Le Vinatier" remplace "l'Hôpital Psychiatrique départemental du Vinatier". Cette année-là, en application de la loi du 30 décembre 1985 qui confie aux Centres Hospitaliers Spécialisés l'organisation et la gestion de l'ensemble des moyens de Santé Mentale, soixante Centres Médicaux Psychologiques, antennes, ateliers thérapeutiques, ainsi que leurs personnels, sont rattachés à l'hôpital du Vinatier.

En 1997, à la suite de la dernière réforme hospitalière, le nom attribué à l'hôpital change à nouveau : "le Centre Hospitalier Spécialisé Le Vinatier" devient "Centre Hospitalier Le Vinatier". La ferme du Vinatier est créée.
Le mur imposant dont on distingue encore quelques traces le long du boulevard de ceinture camouflait la "folie". Il a fait place aujourd'hui à une belle grille en ferronnerie, véritable dentelle ajourée qui laisse entrevoir un parc verdoyant où malades et promeneurs semblent évoluer paisiblement. Le parc du Vinatier est dorénavant ouvert à tous.

Il était une fois la culture et les loisirs
À Bron, le vingtième siècle démarre au rythme des meetings aériens, il se terminera par des évènements plus tranquilles mais non moins sportifs : Biennales du fort, de la danse, Fête du livre, concours hippiques, compétitions sportives.

Dès 1907, entre la route de Genas au sud et la ligne de chemin de fer de Lyon à Saint-Génix-d'Aoste, au lieu-dit la "Poudrette", se développe une activité d'aéroplane. Du 7 au 15 mai 1910, la grande semaine de Lyon-Aviation va attirer 100 000 visiteurs.
Le succès de cette fête internationale encourage les pionniers locaux : un comité actif présidé par Michel Lacroix, adjoint au maire de Bron, va convaincre le maire de Lyon, la préfecture du Rhône et le gouverneur militaire que des terrains à faible rendement agricole peuvent être rassemblés à peu de frais entre la route de Grenoble au sud, le chemin Saint-Jean au nord, le Fort de Bron à l'ouest. En novembre 1910, un meeting est organisé sur ces terrains à l'occasion de l'inauguration officielle de l'École Lyonnaise ou Nationale d'Aviation Civile.

En ce temps-là, la Ville conquiert l'espace et vit les yeux levés vers le ciel à observer de grandes ailes volantes et à vibrer avec les cascadeurs. C'est lors d'un de ces meetings qu'une femme y perdra la vie. C'est Maryse Bastié.
L'histoire de Bron est liée à celle de l'aviation et à l'armée depuis bien longtemps. On a vu décoller des Viscount, des Fokkers, des Caravelles, des Douglas et même des Boeings 347 et 747 mais ceux-là poursuivront leur course à Saint-Exupéry.

Pendant la guerre de 1914-1918, Bron devient aérodrome d'essais des prototypes destinés à l'armée et les constructeurs développent les industries aéronautiques.
En juin 1924, un service aérien Lyon-Genève-Lausanne est mis en place par la société suisse Aéro-Lausanne et fonctionne tout l'été. La ligne aérienne Paris-Lyon-Marseille est inaugurée le 25 mai 1926. Enfin, Le 14 décembre 1930, l'aérogare est inaugurée par les autorités nationales et régionales. Il devient le lieu de promenade des Lyonnais pendant des décennies.

Puis dans la nuit du 19 au 20 avril 1975, l'ensemble des activités aéroportuaires est transféré de Bron à Satolas. Le domaine de l'aérogare est cédé progressivement à des entreprises du secteur privé.
L'aéroport Lyon-Bron est aujourd'hui le troisième aéroport d'affaires de France, avec 140 hectares

dédiés à l'aviation d'affaire et à l'aviation amateur. Une zone humanitaire de sept hectares abrite le Bio port et les Restos du cœur. L'humanitaire et le solidaire sont les maîtres mots. L'aéroport a été retenu comme pôle régional pour le transport d'organes ou de blessés. Ainsi des opérations urgentes et délicates sont assurées par la Sécurité civile.

L'image des grands hangars rappelle l'épopée des aéroplanes, monoplans et biplans. Hélas, la plupart ont été écrasés par les bombes. Deux en ont réchappé et seront peut-être un jour classés "monuments historiques".

En 1987, une ère nouvelle va réanimer le Fort de Bron. D'abord, il est utilisé pour des déplacements sportifs, des promenades. Le parcours de santé est créé à l'initiative de deux femmes de bon sens dont le souci premier est le bien-être et l'épanouissement des personnes. Je veux parler de nos amies Suzanne Thalvard et Marguerite Marquet.
Puis des créations originales et théâtrales adaptées d'œuvres littéraires du répertoire populaire et classique, vont entraîner les foules dans des spectacles déambulatoires. Un vent de folie et de culture souffle sur la ville et dans ce coin insolite résonnent des vers de Hugo, Shakespeare, Molière et des histoires extraordinaires et populaires comme celles d'Edgar Poe, Labiche. Dernièrement, Cervantès avec son Don Quichotte nous a offert un ballet comique en trois actes où cirque, ballet et opéra se mêlaient.
Ces soirées d'été sont magiques à Bron sous le ciel étoilé, le Fort retentit de musique, de paroles savantes, de promenades burlesques enveloppées par le concert des corbeaux aux yeux bleus, occupants permanents de ce lieu où subsiste encore l'âme de la forêt primaire. Loin est le temps des artilleurs, des fantassins.

En partie sur le territoire de la commune de Bron, la création du parc de Parilly a été décidée par le Conseil Général le 23 octobre 1934.
En 1926, le maire de Lyon, Edouard Herriot, est intéressé par la création d'un parc à l'Est de la ville. Il est nécessaire que soient réalisés « *de grands espaces plantés qui assurent la santé à la cité dont ils sont la parure* ». Mais le maire de Bron désapprouve le projet car il trouve que l'équipement est disproportionné et que des travaux plus urgents sont à entreprendre, notamment la construction de lotissements pour loger les ouvriers du quartier industriel limitrophe de la zone. Cependant, en 1934 le conseil départemental veut créer un vaste parc comprenant de nombreux équipements dont une patinoire et des équipements aquatiques : un lac et un canal. Un concours est lancé. Il est remporté par Pierre Bellemain, un an avant la Seconde Guerre mondiale. Mais son irruption met fin à ce projet qui devait créer le "plus beau parc de France". Les travaux redémarreront en 1946.
L'ouverture au public se fera en 1948. Des routes sont ouvertes ainsi que le stade et ses abords. Le 10 octobre 1960, le Département donne son accord pour le transfert de l'hippodrome situé à Villeurbanne dans la partie Est des terrains du parc de Parilly. L'emplacement était destiné à l'origine pour le lac.

La ville a ainsi retrouvé une partie de ses bois et de sa verdure grâce à la création de ce parc qui s'étend sur 178 hectares et notamment, depuis les années 80, avec les 38 hectares aménagés en espaces verts, appelé "coulée verte" reliant le quartier du Terraillon au nord de Bron.
Actuellement, l'espace se répartit en une zone boisée, avec ses sentiers et ses circuits ; une zone de sports propose un stade homologué pour les compétitions officielles internationales, plusieurs terrains dont sept de football à onze, quatre de football à sept, un terrain de rugby, trois de handball et un de volley.

Il était une fois un cadre de vie

Vue d'avion notre ville ressemble à un véritable patchwork de formes et de couleurs diverses : blondeur des champs de colza, taches brunes des terres labourées, verdure intense des squares, des jardins, des parcs et des bois, silhouettes éparses des cèdres du Liban.
Les carrés pavillonnaires et les grandes artères complètent le tableau. D'imposants immeubles bordent les avenues, ils semblent se serrer pour mieux se protéger des courants d'air et du bruit, au risque d'étouffer les maisons basses des quartiers alentour.
D'un côté se glisse avec lenteur le tram, de l'autre vrombit le flot rapide des voitures.
Mais heureusement, il y a les arbres ! Nos amis verts qui forment un rideau protecteur. Les jardiniers de notre cité s'emploient à les faire prospérer et rivalisent d'adresse et de recherche. Ils nous démontrent qu'ils sont les dignes héritiers du célèbre pépiniériste Claude Jacquier ainsi que les fils spirituels de l'abbé Jean-François Rozier, créateur de l'école d'arboriculture de Lyon. Sans oublier Laurent Bonnevay, apôtre du reboisement, grâce à qui la ville a pu retrouver une partie de l'ancienne couronne de verdure.
Ainsi, notre patrimoine végétal s'est développé au fil des ans. A-t-il atteint l'étendue de l'ancienne forêt de Saint-Denis ? Non, mais pour le plaisir des yeux et des sens, nous disposons d'emblématiques magnolias qui illuminent le centre-ville. Au printemps, quand les bourgeons éclatent, l'Hôtel de Ville s'habille de soie et de rose. Van Gogh peut reprendre ses pinceaux, dresser son chevalet pour une ultime toile.

De nouvelles allées d'arbres bordent nos rues et avenues. Des espèces moins connues ont pris racine et éclairent notre quotidien. Leurs noms sont doux à nos oreilles : micocouliers, frênes, poiriers à fleurs, tilleuls, savonniers du Japon, sophoras, cèdres, arbres de Judée, érables de Montpellier. Ils remplacent les platanes victimes de la toxicité de l'air, de l'acidité de l'eau.
Les arbres sont là, pour nous rappeler d'où nous venons : d'une grande forêt lointaine domestiquée et utilisée au fil des temps. Ils nous disent aussi que la terre s'est mondialisée, les arbres de notre quotidien viennent du monde entier, véritables fenêtres vers l'ailleurs.
Bron, ville verte par nature et par tradition, cultive le vivre ensemble en harmonie.

Bibliographie

"Bron Magazine", bulletins municipaux
Articles d'Aline Vallais, "Mémoire de Bron"
Marie-Eliette Bressat et Claude Verne, "*Bron, Mémoire en images*"
Pré-inventaire des monuments et richesses artistiques
Marcel Forest, "*Histoire de Bron*"
Encyclopédie WIKIPEDIA

1910, les débuts de l'aviation à Bron

Le courrier brondillant

Publicité de la société Lyon Biscuit

Visuel du paquet des Cafés Massat

Le couple Bramet, maraîchers sur le marché, place de la liberté dans les années 90

Amel KARIM

ENTREPRENDRE ET TRAVAILLER À BRON

MA FAMILLE EST ARRIVÉE À BRON dans les années soixante-dix alors que j'avais une dizaine d'années. Depuis toujours, la notion de travail a occupé une place prépondérante dans notre vie familiale : d'abord, enfants, à l'école (École Primaire Alsace-Lorraine, collèges Joliot-Curie & Pablo Picasso, lycée Jean-Paul Sartre…) afin d'acquérir une culture et se donner la chance d'évoluer et de trouver une place dans notre société, puis, adulte, dans le monde de l'entreprise.

C'est grâce à notre père que nous a été inculquée, à mes frères et sœurs et moi-même, l'importance de la valeur du travail pour notre propre épanouissement et dans le but de construire un avenir dans les meilleures conditions possibles : « *Travailler dans l'honnêteté et la décence pour gagner sa vie, son autonomie… et en être fier* », voici ses mots.

Bien entendu, ma mère a toujours partagé ses points de vues. Implicitement, mes parents y ajoutaient une autre donnée essentielle : l'égalité entre les filles et les garçons, afin de leur accorder les mêmes chances de réussite. Au-delà de ces valeurs familiales fondamentales, le travail constitue pour tous un système de reconnaissance, voire de considération ; depuis toujours, il donne un statut social et nous place parmi et avec les autres.

J'ai ainsi, dès le plus jeune âge, été sensible à la façon dont les adultes exerçaient leur métier autour de moi. Je me rappelle, entre autres, des odeurs agréables qui provenaient des entreprises employant des personnes de mon entourage brondillant. Parmi celles-ci, il existait la biscuiterie dont le nom, "Lyon Biscuit", nous était inconnu à l'époque de l'enfance, située aux alentours des 7 Chemins.

Non loin de là, sur la route de Genas, nous savourions d'autres parfums, rappelant les levers au matin : ceux qui émanaient de l'entreprise des Cafés Massat.

Faire le choix d'évoquer ces deux entreprises tient, en premier lieu, au fait qu'elles font partie de mon paysage d'enfance et que s'y remémorent des souvenirs faits d'émotions olfactives où se mêlent odeurs appétissantes et promenades dans Bron. Pas seulement, cependant. En effet, ces deux entreprises étaient situées à proximité des habitants, presqu'au cœur de la ville, et leurs employés, que je connaissais bien, étaient particulièrement fiers d'y exercer leur activité professionnelle.

Dans les années soixante-dix, Bron comptait quelques entreprises familiales de ce type ; aujourd'hui, force est de constater, qu'en quelques décennies, le monde de l'entreprise s'est organisé autrement, avec des implantations de zones d'activités placées plutôt en périphérie de la ville, tandis que les petites entreprises familiales ont laissé place à des grands groupes mondiaux.
Que sont devenues ces structures familiales ? Existent-elles toujours ? Où sont-elles implantées ? Qui sont ces sociétés multinationales qui occupent aujourd'hui certains parcs d'activités brondillants ? Pourquoi ont-elles choisi la ville de Bron ?
L'histoire de Lyon Biscuit et des cafés Massat nous donne la mesure de ces transformations. Implantée au onze de l'avenue Salvador Allende, Lyon Biscuit a été fondée il y a plus de 60 ans et rachetée par un Lyonnais : Yves Thevef, dont le père et l'oncle furent les fondateurs de la Biscuiterie Alsacienne. À noter que celle-ci était associée à Lu et Heudebert : deux marques qui demeurent prépondérantes encore aujourd'hui. Lyon Biscuit, société à valeur familiale, employait de nombreux Brondillants souvent issus de la même famille. Le personnel brondillant, attaché à son entreprise, a même suivi Lyon Biscuit lorsque la société a dû quitter Bron dans les années quatre-vingts, après quelques années de recherche de locaux plus vastes. En effet, la société a prospéré et a éprouvé le besoin de s'agrandir. À l'époque, à la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingts, les possibilités d'extension n'étaient pas possibles faute de terrain disponible adapté et parce que Bron ne possédait pas de zone industrielle. Bon gré mal gré, Lyon Biscuit est partie s'installer à Clérieux, dans la Drôme, dans un ancien bâtiment de chaussures.
Aujourd'hui, l'entreprise est dirigée par Jean-Michel Blanchard et se nomme E.S.A.L., tandis que Lyon Biscuit existe toujours en tant que marque commerciale apposée aux produits. Elle présente l'avantage de produire une fabrication française en conformité avec les normes qui sont en vigueur, tant pour les biscuits que pour la création de cornets de glace, en passant par les coupelles biscuitées pour la décoration des desserts à base de glace. Elle fournit les professionnels, les grandes et moyennes surfaces. Sa vocation première réside dans la fabrication de biscuits pour la présentation de boules de glaces.
Lyon Biscuit a poursuivi sa croissance avec le rachat de la Basquaise, positionnée en tant que leader pour la grande distribution et permettant à Lyon Biscuit de diversifier ses offres et de continuer à servir le marché français. Elle emploie entre vingt et vingt-cinq personnes selon la saison et Jean-Michel Blanchard, appuyé de ses équipes, déploie beaucoup d'efforts pour maintenir le personnel malgré un contexte économique actuel peu favorable à l'ensemble du domaine agroalimentaire français.

L'autre entreprise emblématique de mon enfance, le Café Massat, fut créée dans les années trente. C'est une des rares sociétés de torréfaction artisanale de café en France. Mieux encore : Café Massat fut torréfié à Bron !
Pendant des décennies, cette entreprise familiale (elle comptait une dizaine de salariés) occupait les ateliers du 367 de la Route de Genas pour le grand bonheur des Brondillants qui savouraient ses bonnes odeurs de café, sans oublier les heureux voisins des villes environnantes telles que Villeurbanne et Vaulx-en-Velin.

Découvrons l'histoire des Cafés Massat, que Gilbert Massat nous a racontée. Après plusieurs années passées à représenter entre autres les confiseries Prosper David, Joseph Massat entre aux Docks Lyonnais. Il est dans un premier temps chargé de remettre à niveau des succursales en difficulté à Valence, Bourgoin et autres villes, avant d'être nommé Inspecteur. Au cours de cette expérience il côtoie la famille Gontard et il s'intéresse au produit café. En 1938, il s'établit à Bron, et poursuit une carrière d'ambulant. Doté d'une remorque magasin dans laquelle il a installé un petit torréfacteur, il fait de nombreux marchés dont ceux de l'Isère. Sa technique consistant à attirer la clientèle grâce à l'arôme dégagé par quelques kilos de café torréfié sur place, ce qui lui permet d'en vendre jusqu'à 300 kg dans la matinée, après pesage et conditionnement manuel face au client ! À l'époque, le sachet de 125 grammes est à la mode… Une équipe de deux ou trois personnes est nécessaire pour assurer le service, d'autant plus qu'il pratique déjà un système de primes tels que carillons, vaisselle, seaux à lait (pour les paysans) afin de fidéliser la clientèle.
Mobilisé durant la guerre, il décide à son retour de monter son affaire dans une pièce de sa maison. Le matin, il torréfie et conditionne son café, tandis que l'après-midi, il démarche la clientèle et effectue les livraisons…
En janvier 1964, il crée avec son fils et son gendre la S.A.R.L. Le Café Massat qui, un an plus tard, devient la S.A. Le Café Massat, dont il reste le P.D.G. jusqu'en juin 1990, date à laquelle il quitte ses fonctions. Il est alors remplacé par son fils, le D.G.A. formé par ses soins.
Depuis toujours, la société commercialise la majeure partie de sa production destinée à la consommation familiale en café moulu de très grande qualité. Dès 1965, elle met sur le marché le fameux "Moulu Oriental", réclamé d'abord par la communauté arménienne, puis yougoslave et turque, avant de conquérir le reste de la population régionale environnante. Durant les années 80, elle développe en parallèle, son activité destinée aux "Cafés Hôtels Restaurants" et à la "Distribution automatique".
Connue dans la région pour le suivi et la finesse de ses mélanges et reconnue sur les rayons par l'originalité de son logo figurant sur ses emballages, la société des Cafés Massat s'efforce d'œuvrer pour que le café soit et demeure, ce qu'au départ il était : un produit noble, et non pas comme il le devient fréquemment : un "vulgaire produit d'appel".
En janvier 2003, la Société des Cafés Chapuis, basée à Saint-Etienne, fait l'acquisition de la S.A Le Café Massat. Depuis ce rachat, Le Café Massat est installé, pour la torréfaction, à Villeurbanne, en zone industrielle.

Café Massat reste une figure historique du paysage du Rhône dont le café demeure fortement apprécié à Lyon et ses environs, malgré les divers phénomènes de modes des cafés à dosettes, capsules et autres formes de présentation. Le Café Massat continue ainsi à produire du bon café en poudre pour des expressos ou du café filtre…
Précisons que le Café Chapuis est également une entreprise familiale aux valeurs traditionnelles. Faisons un détour pour raconter le processus de production et torréfaction du café selon les entreprises Chapuis et Massat.
Le caféier est un arbuste de la famille des Rubiacées qui pousse entre tropiques du Cancer et du Capricorne. Il produit des baies (cerises) qui renferment deux fèves. Les origines se répartissent entre arabica et robusta. L'arabica, à la teneur en caféine entre 1 et 1,5%, pousse sur les hauts plateaux d'Amérique et d'Océanie entre 600 et 2 000 m d'altitude. Il est recherché pour la finesse de son goût et ses qualités aromatiques. Le robusta, plus charpenté et corsé – teneur en caféine de 2 à 3% – est plus répandu en bord de mer jusqu'à 600 m d'altitude. Il se rencontre en Afrique et en Asie. Mais un bon café n'est rien sans une bonne torréfaction : un véritable savoir-faire rare et apprécié. En effet, le maître torréfacteur sélectionne les meilleurs "grands crus" et les assemble dans le respect de leurs recettes traditionnelles.
C'est ainsi que ces entreprises ont toujours appliqué une "torréfaction à l'ancienne". Il s'agit d'une torréfaction lente, pendant 20 minutes, à une température comprise entre 190°C et 210°C permettant de respecter le grain et de restituer le meilleur de ses arômes. Ensuite, l'arôme du café est totalement respecté grâce au conditionnement immédiat sous atmosphère protectrice à l'intérieur d'un sachet étanche. Tous les Rhônalpins connaissent le fameux sachet rouge du Café Massat. Il s'illustre par cette belle femme noire souriante qui semble travailler son café avec grande satisfaction, face à un magnifique paysage fleuri, doté de palmiers, d'un beau ciel bleu venant orner un bout de mer paisible qui berce le sable fin. L'atmosphère de ce dessin inspire des rêves et de beaux voyages lointains… Cet emballage mémorable résiste au temps qui passe. Il conserve de surcroît, toutes les qualités gustatives pour notre plus grand plaisir.

Aujourd'hui, ce café est certifié AB (Agriculture Biologique).
Quant aux Cafés Chapuis, c'est en 1945 à Saint-Étienne que Pierre et Rose Chapuis fondent une épicerie fine à l'enseigne "Au Négrillon", qui se spécialise rapidement dans la torréfaction et la vente de café. En 1978, Jacques Chapuis reprend l'entreprise familiale et emménage 4 rue Mougin-Cognet avant de s'installer début 1997, au cœur du nouveau technopôle de Saint-Étienne dans une usine fonctionnelle.
A l'heure actuelle, la troisième génération Chapuis dirige l'entreprise.
En 2002 et 2003, les Cafés Chapuis se développent en rachetant deux concurrents, un au Puy -en- Velay (Les Cafés Michel), l'autre à Bron (Le Café Massat).
Il s'agit de torréfacteurs locaux dont la clientèle est très attachée aux valeurs du terroir, c'est pourquoi, les marques locales sont conservées.
Le groupe Café Chapuis s'affiche comme l'alternative aux grandes marques par son savoir-faire, l'antériorité de ses marques, sa proximité client et son sens du service. Il porte haut et fier

son étendard de défense du goût des meilleurs cafés face à la standardisation industrielle. En effet, les marques jouissent d'une réelle notoriété et d'une bonne image sur le marché car les consommateurs sont de plus en plus attachés au goût des mélanges, à la production de proximité et à l'histoire de ces marques qui continuent à coexister. Cet artisan torréfacteur régional reconnu est bien décidé à continuer pour de nombreuses décennies afin de restituer les valeurs familiales, par un travail de qualité et surtout pour le plaisir de ses nombreux "gourmands du bon café traditionnel savoureux".

L'histoire de Lyon Biscuit et de Café Massat représente ainsi un exemple de la modification de l'implantation des entreprises à Bron. En effet, alors que Bron était doté de nombreuses petites activités, souvent familiales, basées au cœur de la ville, le paysage professionnel s'est transformé petit à petit, pour laisser place à l'installation de deux parcs d'activités économiques à partir des années quatre-vingts : Le Parc du Chêne et le Parc Saint-Exupéry. Le Parc Saint-Exupéry a été construit en 1985 et regroupe maintenant près d'une centaine d'entreprises telles que DHL, SPIE Communication, Phonak. D'une superficie de 15 hectares, il comprend aussi un ensemble hôtelier important, un parc de bureaux et un centre d'affaires (bureaux en location avec un secrétariat commun aux entreprises résidentes).
Installé sur une quarantaine d'hectares, le Parc du Chêne est arrivé plus tard, en 1990. Ce parc paysager tertiaire regroupe 170 entreprises réunissant 3 000 employés. Parmi celles-ci, citons la SNEF, SFR, Axima Seitha (GDF-Suez), Emerson Process (Processus industriels), Nextira One France (ex-Alcatel), Martin… Le Parc du Chêne se place dans des secteurs de pointe tels que l'informatique, les télécommunications, l'imprimerie, le façonnage ou les biotechnologies…
Ces Parcs favorisent l'installation de grands groupes de taille mondiale, placés en périphérie et dont le personnel peut provenir d'horizons géographiques plus vastes. De ce fait, le nombre d'emplois salariés a presque doublé. Le profil des entreprises situées sur la commune est surtout tertiaire avec une prédominance d'entreprises de services (24%) et d'entreprises commerciales (12,4%) sur la totalité des emplois de Bron (public et privé).
Par ailleurs, Bron accueille également de grandes enseignes commerciales telles que Décathlon, Auchan, Casino… et surtout Les Galeries Lafayette qui constituent le premier employeur privé de Bron avec plus de quatre cents salariés.
Aujourd'hui, Bron compte environ 25 000 emplois tous secteurs confondus. Un chiffre important pour une ville de 39 000 habitants. Depuis les années quatre-vingt-dix, le nombre d'emplois salariés a presque doublé. Cette évolution s'explique surtout par l'installation des deux parcs d'activités cités précédemment.
L'emploi dans le secteur public n'est pas en reste grâce aux grands équipements tels que l'hôpital psychiatrique du Vinatier (2350 emplois), l'hôpital neurologique Wertheimer qui compte plus de 2100 salariés et l'hôpital Femme-Mère-Enfant qui regroupe 2000 salariés.
L'administration, la santé, l'action sociale et l'éducation qui rassemblent plutôt des emplois publics, représentent 11 000 emplois sur Bron : ce nombre est très élevé par rapport aux autres communes de l'Est lyonnais.

Mais comment comprendre que les artisans et les entreprises familiales ont petit à petit déserté la ville ? Plusieurs raisons ont présidé aux changements dont nous sommes les témoins. Tout d'abord, la cohabitation de différentes activités est devenue difficile au regard des diverses nuisances sonores, de la pollution et surtout en raison du peu de place adaptée et disponible. Et puis, les petits artisans ont laissé la place à des enseignes plus grosses, vendant des produits manufacturés, telles que Les Galeries Lafayette, Auchan, Casino qui sont, certes, moins proches, mais génératrices d'un nombre d'emplois plus conséquent.
C'est ainsi que le Parc Saint-Exupéry, dont une grosse partie est consacrée à l'hôtellerie, est initié par le Maire André Sousi. C'est un des premiers parcs tertiaires de l'Est lyonnais qui, d'ailleurs, fut très bien commercialisé. André Sousi a également mis en place le Parc du Chêne caractérisé par un type de construction mixte avec l'installation de la Poste et du gymnase. Quant au maire Jean-Jack Queyranne, il a décidé de modifier l'architecture pour passer au 100% tertiaire. La société Martin reste la seule grosse entreprise industrielle qui y réside encore à l'heure actuelle. Ce parc compte également beaucoup de sociétés de service après-vente, puisque sa localisation est propice à la facilité d'accès via les autoroutes, les périphériques et au déplacement des salariés, eu égard à la proximité de la ville.
La stratégie mise en œuvre au cours des années quatre-vingts a consisté à créer et à favoriser l'emploi, fortement déficitaire. Il était devenu nécessaire, aussi, de donner à la commune les moyens de se développer, grâce notamment aux revenus de la taxe professionnelle "unique" à l'époque. Entre-temps, celle-ci a été modifiée et le seul intérêt actuel réside dans les opportunités d'emplois.

Aujourd'hui, la réflexion porte sur les terrains de l'aéroport qui pourraient présenter une vocation économique. Pour ce terrain de 40 hectares, l'autre réflexion menée par la Chambre de Commerce et d'Industrie pencherait pour la spécialisation de l'activité Bureaux d'Études dédiée à l'aviation. Historiquement, la ville de Lyon est la plus importante en matière d'aviation.
Avec 185 hectares de superficie et 1820 mètres de longueur de piste, l'aéroport de Lyon-Bron est un aéroport d'affaires qui se place dans le trio de tête français. Au cœur d'un fort potentiel de développement économique, l'aéroport de Bron bénéficie de plusieurs atouts : parking gratuit, salon prestige, salle de réunion, parc de proximité, possibilité de transfert en hélicoptère, services à la demande et surtout destinations en Europe au départ de Bron. En atterrissant à Bron, on se trouve à 12 km du centre-ville de Lyon, au cœur d'un nœud autoroutier à proximité des centres de décisions de l'économie et des entreprises lyonnaises.
Voici pour le présent. Mais rappelons-nous : il n'y a pas si longtemps, l'Est lyonnais se distinguait par sa tradition agricole au détriment de l'activité industrielle. Au-delà des activités de l'aéroport et de l'hôpital du Vinatier, la vocation de Bron était essentiellement agricole, pour, ensuite, devenir maraîchère. Hormis quelques industries dans le quartier de la Perle comme Lépine, partie depuis un an, et les Joints Lyonnais qui eux, sont toujours présents.
Avant 1900, Bron développait une culture agricole, avec de nombreux horticulteurs qui s'étendaient jusqu'au huitième arrondissement de Lyon. C'est à partir de 1920, au moment

de l'installation des maraîchers à Bron, que les terrains se sont transformés en cultures vivrières. La culture maraîchère a prévalu dans notre ville jusqu'aux années cinquante, ce qui explique la forme des passerelles qui la particularisent. La famille Bramet y a joué un rôle important.

À l'origine, Marcel Bramet était ouvrier chez un important maraîcher basé à Tassin-la-Demi-Lune. Il s'est installé à Bron en 1935. Les ouvriers travaillaient énormément et le labeur était dur car il était nécessaire de puiser l'eau dans les puits. En l'absence de moteur, c'est le cheval qui assurait les tours de manège toute la journée afin d'arroser les plantations. Les travailleurs vendaient eux-mêmes leurs produits sur les marchés. Parfois, ils se rendaient chez les commissionnaires pour poser leurs produits et y récupérer une commission.

Bron favorisait beaucoup la culture des fruits et légumes (tomates, radis, haricots, petits pois, pommes de terre…), sachant que la culture principale concernait surtout le cardon. En effet, le cardon de Bron et de Vaulx-en-Velin était fortement apprécié. Comme en hiver il était difficile de travailler la terre, Marcel Bramet élevait en parallèle une vingtaine de porcs, alors que son épouse élevait des poules. Précurseur, Marcel Bramet évoluait lentement, mais sûrement. Il a été par exemple, le premier à acquérir un motoculteur. Mais la principale modernisation eut lieu en 1947 : année marquée par une forte sécheresse. Les fruits et légumes manquaient et pour pallier ce problème, Marcel Bramet se distingue encore par son avant-gardisme puisqu'il fut un des premiers à poser une pompe au fond de son puits : une grande modernisation à l'époque !

En 1950, Marcel Bramet devient propriétaire de sa ferme, ce qui lui offre la liberté de s'agrandir et de poursuivre le développement de ses cultures à sa guise. Au début des années soixante, le paysage de Bron Terraillon connaît des évolutions. Le quartier de Terraillon voit désormais pousser des immeubles d'habitation et les maraîchers doivent s'installer ailleurs dans les villes environnantes comme Genas. Avant de cesser son activité, Marcel Bramet a tout de même procédé à la plantation de vergers magnifiques avec des cerisiers, des abricotiers et autres arbres fruitiers tout aussi prolifiques qui s'étendaient jusqu'à l'église Saint-Étienne.

Bernard Bramet, le fils de Marcel a continué l'activité sur une petite surface de deux mille cinq cents mètres carrés à Bron Terraillon jusqu'à la fin des années soixante. Aidé de son épouse Rose-Marie, il coupait les fruits et légumes le matin même pour aller les vendre sur tous les marchés de Bron. Quand ils n'eurent plus de terrain à cultiver, Bernard et Rose-Marie Bramet ont décidé de pratiquer la revente des produits sur les marchés brondillants. En 1982, les époux Bramet ont développé un commerce nommé "Le verger du 8e" situé avenue des Frères Lumière (jusqu'en 1995). Ils ont vendu leurs produits sur les marchés jusqu'en 2000, année de leur retraite, bien méritée !

Aujourd'hui encore, pour les époux Bramet, ces années furent chargées de beaucoup de travail, mais surtout riches en beaux souvenirs et en grandes satisfactions tant professionnelles que personnelles. Cette illustre famille courageuse et travailleuse a tellement marqué la ville qu'une des rues de Bron, située en plein cœur du quartier de Terraillon porte le nom de "Marcel Bramet". D'autres quartiers de Bron comptaient également de nombreux maraîchers comme celui des

Genêts ou même Bron Centre, où prospérèrent de grandes cultures appartenant, entre autres, aux familles Olagnier, Julien et Calloud.

J'arrive maintenant au terme de ce récit et de l'évocation de l'histoire du travail et d'entreprises de Bron dont le souvenir est resté présent dans l'esprit de nombreux Brondillants. Ces entreprises sont dotées de valeurs fortes qui nous touchent, telles que le sens de la famille, du partage, du travail, du courage et de la persévérance, sans oublier, bien sûr, celle du progrès. En effet, leur histoire nous montre qu'il est important de se moderniser et d'évoluer avec son temps, tout en continuant à ne pas oublier le passé.

Je tiens à remercier les familles Massat, Bramet, Blanchard, qui ont eu la gentillesse de me consacrer du temps et qui ont bien voulu nous faire revivre leur histoire. Un grand merci aussi à Jean-Paul Chevallier, directeur du développement urbain à la mairie de Bron, qui a eu la grande amabilité de me relater l'évolution de notre ville et les processus qu'elle a mis en place pour accompagner l'organisation des implantations des zones et structures professionnelles favorisant l'emploi au sein de notre ville.

Publicité de la société Lyon Biscuit

Collège Joliot-Curie, les anciens bâtiments type Pailleron, avant sa reconstruction dans les années 2000

Les anciens tennis au stade Pierre Duboeuf

Le centre nautique André Sousi et son fameux toit ouvrant

Marie-Laure CHAPPUIS

DE BRON-VILLAGE À BRON-VILLE

1964-2014

EN 1952, BRON EST UN GROS BOURG DE PRÈS DE 14 000 HABITANTS, administré par Henri Olivier. Cette année-là débute la modernisation de l'hôpital du Vinatier, les premières UC (Unités de Construction) sont programmées dans le cadre de la reconstruction et de la lutte contre les taudis, et l'aéroport de Bron est endeuillé par la mort de Maryse Bastié lors d'un meeting aérien.
Non loin de là, à Villeurbanne, de l'autre côté du boulevard de Ceinture et de la route de Genas, mon oncle Jacques, alors âgé de dix-sept ans, est renversé par une voiture. Cette péripétie est à l'origine de mon histoire avec Bron. Bien inspirée, ma grand-mère investit les indemnités d'assurance dans l'achat d'un terrain à Bron, rue Gaillard-Romanet au lieu-dit Mas de Mure où, une décennie plus tard, après un mariage et quatre enfants, mes parents font construire la maison familiale. Merci Tonton.

À l'automne 1964, j'ai cinq ans à mon arrivée au lieu-dit "Mas de Mure", où se construisent des maisons individuelles modernes, au milieu des champs de maïs, des remblais, terrains vagues dans mes souvenirs, bosselés comme des dunes, où fleurissent des genêts, et s'ébattent rats et mulots. Cinq maisons s'alignent rue Gaillard-Romanet, prolongées par deux maisonnettes à l'abri des marronniers. Nous sommes entourés de grands espaces sauvages, non urbanisés et de champs cultivés. Le Boulevard de Ceinture aménagé sur d'anciennes fortifications, se traverse à pied malgré le danger. De l'autre côté, au dessus du quartier des Genêts, l'urbanisation est déjà à l'œuvre, l'hôpital neurologique est créé en 1962.
L'école La Garenne, dirigée par madame Persat, n'est alors qu'une maternelle de quelques classes, rue des Godets. Pour faire face à l'afflux des nouveaux arrivants, quatre classes sont créées en 1963/1964. Fin 1964, nous sommes déjà trois chez les Chappuis à traîner nos jupes et pantalons sur les bancs de cette maternelle.

En 1965, le gros bourg des années cinquante a déjà presque triplé de volume, et atteint plus de 37 000 habitants.
À l'image de la commune de Bron, mon quartier s'est structuré au fil des ans. J'y ai grandi, entre le boulevard de Ceinture, à l'Ouest, la rue de la Pagère, à l'Est, la route de Genas au Nord, et la rue de Reims au Sud ; et le quartier a grandi avec moi, comme en réponse à mes besoins d'éducation, de loisirs, de culture et de mobilité.
Je vais vous raconter comment les champs et les terrains vagues se sont transformés en équipements structurant la ville et ma vie.

1964

L'État finit de construire la gendarmerie sur le grand tènement de 15,8 hectares qui s'étend entre le boulevard de Ceinture, la route de Genas, la rue Christian-Lacouture et la rue de la Marne : 430 logements pouvant accueillir un bon millier d'habitants, dont certains deviennent mes compagnons d'études et de jeux à La Garenne ; mais aussi des bâtiments administratifs, un mess, des équipements mécaniques, d'intendance, des équipements sportifs, une place d'armes, des véhicules militaires, tanks, hélicoptères, jeeps, camions bâchés, des espaces de manœuvres, une "tour de contrôle" sur l'entrée principale, située rue Christian-Lacouture, de hauts murs d'enceinte sur la cime desquels trônent des barbelés ou des tessons de bouteilles : toutes choses qui donnent au lieu un caractère mystérieux. C'est un monde à part, une forteresse des temps modernes, une ville dans le quartier. Les gendarmes possèdent même leur propre club sportif et de loisirs. De quoi attiser la curiosité de l'enfant que je suis.
En 1965, le Ministère de la Défense donne à la caserne le nom de Raby, du nom d'un général de gendarmerie, héros de la Résistance, fusillé en 1943.
À mon arrivée à Bron, je suis scolarisée à la maternelle La Garenne pendant un an. La maîtresse est aidée par Madame Carron, que l'on appelle "dame de service". L'école primaire La Garenne est construite en 1965 : j'entre au CP dans la classe de Madame Bouchot. L'école n'est pas encore mixte : les filles étudient au premier étage, avec la directrice Madame Altmeyer, et nous avons notre cour, côté Ouest, sur les hauteurs de la rue Christian-Lacouture (ex-chemin de La Garenne) ; les garçons sont installés au rez-de-chaussée, avec le directeur Monsieur Protat, et leur cour est située côté Est, rue des Godets. Pour eux, le soleil levant, pour elles, le soleil couchant.
En 1966, Louis Befieux a cédé son siège de maire à Sigismond Brissy. C'est donc ce dernier qui inaugure le groupe scolaire La Garenne l'année suivante. Quelques préfabriqués bleus subsistent, vestiges des premières installations de l'école.

1968

J'ai neuf ans. Bron a triplé sa population en 14 ans, passant de 14 000 à 42 000 habitants. C'est entre 1962 et 1968 que l'évolution est la plus forte avec un taux record de 53,25%.
Pour accompagner cette croissance démographique, des commerces s'installent.
Mon premier contact avec le commerce dans le quartier, c'est le commerce ambulant, avec le passage du laitier en Vespa triporteur et la camionnette de l'épicier. Nous accrochons une berthe

au portail du jardin, le laitier connaît nos habitudes : lait, œufs et fromages blancs frais. Les pommes de terre et le charbon, aussi, sont livrés à domicile. Passent aussi le rémouleur qui aiguise les couteaux et le ferrailleur avec son cri si particulier.
Pour l'épicerie, ma mère m'envoie à l'Économique, en plein cœur de la résidence de la Marne au pied du n°15 de la rue, ou bien, un peu plus loin, au Spar, 5 rue de l'Économie. Il y a encore une autre épicerie, rue de Reims, entre la rue Pierre-Allard et le boulevard. J'achète des bonbons, quand j'ai quelques pièces, à la droguerie–bazar-mercerie, située à l'angle de la rue de la Pagère et de la rue de Reims. On y trouve de tout, comme à la quincaillerie de la route de Genas.
En grandissant, je vais au supermarché Casino de la route de Genas, installé là depuis 1965. Avec ma grand-mère et ma mère, déjà clientes, ce sont trois générations qui fréquentent l'enseigne créée par Geoffroy Guichard. Et enfin, nous allons faire le marché sur la place de la mairie, la place de la Liberté, tout un programme pour une enfant de mon âge qui se questionne sur le sens de ce mot.
À l'angle de la rue de la Marne et de la rue Pierre-Allard, je vois se construire un magasin dans le jardin de Mr et Mme Michel. Ils vendent des articles et des vêtements de sport, et louent du matériel de ski, une activité qui préfigure la vocation sportive du quartier.
Dans les années 1960-70, le commerce est vraiment "de proximité", jusque dans les quartiers résidentiels.

Du côté de l'éducation, pour former les nouveaux jeunes habitants, le collège Joliot-Curie est construit : « *le 23 septembre, à huit heures, un nouvel établissement scolaire de Bron ouvrait ses portes et accueillait 300 élèves (…) il y a à peine cinq mois (…) aucun mur n'était encore sorti de terre* », nous relate le bulletin municipal.
Dans les années 60, pour accueillir les enfants du "baby-boom" et de l'exode rural, il faut construire vite et en grande quantité. Les établissements doivent être construits rapidement pour accueillir les élèves dès la rentrée des classes suivante. "Un collège par jour" sort de terre en France, selon le slogan de l'Éducation Nationale. Pour ce faire, on construit des installations modulaires à structure métallique.
« *Ce qui frappe le visiteur au premier abord, c'est l'heureuse disposition des locaux : quatre bâtiments répartis au milieu de vastes pelouses (…) en définitive, les élèves qui sont accueillis dans cet établissement auront la chance d'étudier, de travailler dans les meilleures conditions possibles* », toujours selon le bulletin municipal.
Cinq ans plus tard, le collège de la rue Pailleron à Paris, nouvellement édifié selon ce procédé, brûle et s'effondre en vingt minutes, faisant vingt morts.
Plus près de moi, à quelques mètres de ma cuisine, qui me sert de mirador pour scruter le chantier, débute la construction de la Maison des Jeunes et de la Culture sur ce qui n'est alors qu'un terrain vague qui sert de décharge occasionnelle.
Autre construction, autre méthode, heureusement.

1969

J'ai dix ans en 1969, année riche en changement dans mon quartier et année marquante dans ma vie de petite fille.

C'est en 1969 que la MJC démarre ses activités dans ses nouveaux locaux de la place Gaillard-Romanet. C'est le premier maillon du vaste complexe sportif, dont le projet primaire avait déjà été approuvé en séance publique du Conseil Municipal le 30 novembre 1960.
En 1969, encore, la Ville inaugure sa première colonie de vacances pour les petits Brondillants à Saint-Julien-en-Vercors.
Le bulletin municipal de décembre 1969 décrit une colonie modèle :
« *Au premier, les dortoirs des filles et des garçons sont séparés par un large couloir avec placards individuels. Chaque dortoir est divisé en box de trois lits d'un ensemble très réussi (…) l'infirmière dispose de deux chambres d'observation pour les cas de maladie* ».
Cette première colonie, dont les édiles locaux sont très fiers—le Front Populaire est passé par là—me laisse un goût amer. Imaginez la tête des écoliers quand ils retrouvent "en colo", comme directeur ou animateur, les enseignants qui ont fait classe pendant l'année, avec plus ou moins de bonheur. Le diplôme d'instituteur faisait alors office de Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur.
Malgré « *les sanitaires très bien conçus et propres, en conformité quant au nombre et à la disposition avec les prescriptions officielles* » je fais "mon appendicite" pendant le séjour. J'y gagne une semaine d'hospitalisation seule à Romans, et dans l'hiver suivant, un séjour de trois mois en aérium à Villard-de-Lans.
En effet, c'est la grande période du climatisme et de l'hygiénisme où l'on envoie les enfants de la ville, dits fragiles, respirer l'air pur des montagnes du Vercors, considéré comme bénéfique pour eux. Et après "mon appendicite", je corresponds exactement à ce profil.
Les noms des aériums sont pleins de promesses, les Jours Heureux, dans mon cas, Le Splendid Hôtel, Les Petits Poucets, Le Plein Ciel, Le Chat Botté, Blanche Neige, L'Adret… Pour les principaux intéressés, les enfants, ce sont surtout des lieux où ils sont éloignés et séparés de leur famille. Pour moi, de même que "la colo" et l'hôpital, l'aérium[1] "Les Jours Heureux" ne me laisse pas que des souvenirs heureux.

1970-1971

Bron atteint son point culminant en poids de population, avec 45 022 habitants[2]. Le SDAU (Schéma Directeur de l'Aménagement de l'Urbanisme) du Rhône, élaboré en 1971, prévoit que Bron aura 115 000 habitants en l'an 2000.
Pour mon entrée en 6e au collège Joliot-Curie, en 1971, j'ai droit à un bureau, de fabrication artisanale, que mon père commande chez Bearzi, et à un mini-vélo acheté chez le revendeur Motobécane de l'époque. Tous deux sont commerçants route de Genas dans le quartier des Genêts, l'un sur Villeurbanne, l'autre sur Bron.
La Maison des Jeunes et de la Culture, association d'éducation populaire, laïque, est officiellement inaugurée après six mois de fonctionnement dans ses nouveaux locaux. J'ai à ma porte et à disposition, 1 000 m² d'activités pour mon corps et pour mon esprit : danse, bibliothèque, théâtre, ski, sports de plein air, camp d'ados, terrain de basket… Merci la MJC !
Pour d'autres : « *C'est une chance d'avoir la Maison de Tous ; mais son implantation à la périphérie lui enlève une part de son caractère de lieu de rencontre naturel qu'elle devrait avoir.*

Beaucoup d'exemples (…) montrent bien que la Ville n'appartient pas de la même façon à tout le monde », est-il remarqué lors de la journée de réflexion sur l'urbanisme à la MJC en décembre 1971. En mars de la même année, débute la construction du gymnase contigu au groupe scolaire La Garenne, qui à partir de 1971, abrite de nombreux clubs sportifs parmi lesquels le Bron Basket Club et l'Entente Bron Croix-Rousse, le club de Handball, qui font la joie de ma famille le week-end venu. Dans le bulletin municipal d'octobre 1972, le rédacteur vante les vertus du sport dans son bilan annuel de l'activité sportive : « *on ne peut ignorer les sportifs (…) et cette jeunesse qui représente le courage, la volonté, l'esprit de compétition* » écrit-il. Cette même année, les poussines du Bron Basket Club, où évolue ma sœur, sont championnes du Rhône et figurent en photos dans le bulletin municipal.
Toujours en 1971, à quelques dizaines de mètres de la maison, le deuxième maillon du complexe sportif se profile avec les travaux de construction de la piscine. C'est comme si elle était faite pour nous. Les entrailles de la piscine deviennent notre terrain de jeux avec ses gigantesques tuyaux en béton dans lesquels nous nous faufilons en rampant.

1973

Ça y est, c'est le grand bain, la piscine est ouverte : l'équivalent d'un petit hypermarché en surface (4858 m²) tout en eau, plages, gradins, solarium, vestiaires, cabines… Avec une prouesse technique en prime : la couverture coulissante qui, l'été, laisse entrer le soleil sur près de 1400 m². Bron peut s'enorgueillir de disposer d'un mécanisme dont il n'existe que quatre exemplaires en France. 1973, c'est encore l'année du changement à la direction de la MJC : le nouveau directeur s'appelle Alain Duchatel, c'est aussi mon voisin d'en face, et le papa d'un petit Nicolas qui me vaut mes premières joies de baby-sitter.

1974-1976

Au bout de dix années de marche à pied —la famille n'étant pas motorisée— un bus dessert enfin le quartier. Il aura fallu pour cela engager des travaux de voirie importants, en particulier l'élargissement de la rue Jules Mas, et organiser un nouveau plan de circulation, afin d'assurer le passage de la ligne 52 dans les meilleures conditions de sécurité.
« *Joignant le quartier du Terraillon à Bron-Parilly en passant par la rue Jules-Mas et l'avenue Camille-Rousset, cette ligne facilitera à nos concitoyens la fréquentation de la piscine, de la MJC et à ceux qui en sont éloignés, des équipements centraux, tels que la mairie, la nouvelle maison des sociétés, et la bibliothèque* », nous annonce le bulletin municipal en mars.

1974

On voit bien ici comment la création d'un transport en commun a suivi l'implantation des équipements structurants dans le quartier.
Et mon quartier, justement, continue de se structurer en 1975, avec l'aménagement de la salle Michel Lacroix, la création d'un sauna dans les locaux de la piscine, l'implantation des abords et espaces verts de la piscine et du stade Duboeuf, troisième maillon fort du complexe sportif, la création du parking rue de la Marne, la construction d'une nouvelle

maternelle à la Garenne… À la rentrée 1976, les quatre préfabriqués parmi les plus vétustes de la commune disparaissent du paysage éducatif.
Puis, en 1976, c'est l'ouverture du collège Pablo Picasso, rue de Reims. Avec ce nouvel équipement, la physionomie du quartier finit de changer. Exit les derniers "mamelons de terre" qui couvraient cette grande étendue non urbanisée entre la rue de la Marne et la rue de Reims.
En l'espace de dix ans, j'ai inauguré quasiment tous les équipements publics de mon quartier, et au-delà sur Bron : le groupe scolaire La Garenne, le collège Joliot-Curie, la Maison des Jeunes et de la Culture, la colonie de vacances de Saint-Julien-en-Vercors, le Centre Aéré de Bron-Parilly, le gymnase du groupe scolaire La Garenne, la piscine, le complexe sportif Pierre Duboeuf.

1977

Quel paradoxe ! Bron possède une Université, qui a ouvert ses portes en 1972, mais pas de lycée. Les Brondillants de ma génération fréquentent les lycées (généralistes) Lumière, Colbert, Charrial à Lyon, ou encore le lycée Faÿs à Villeurbanne. Pour moi, ce sera le lycée Colbert, la ligne 24 et ses attentes interminables dans le froid l'hiver, devant la Manufacture des Tabacs, que j'associe immanquablement aux gauloises paternelles. Puis, le bac en poche, je me retrouve à Bron pour suivre des études supérieures, à l'autre bout de la ville, à Parilly.
Dans le bulletin municipal de février 1978, Bernard Jacquot, conseiller régional, constate que « *Les urbanistes (ou la grand-peur déclenchée par les étudiants de 1968… !) ont isolé le campus de Parilly des points d'animation de notre ville !* »
Il s'accorde avec le Président de l'Université « *pour vaincre l'isolement géographique de cet ensemble universitaire », et « rapprocher la Ville de l'université* ».
Pour moi, c'est le luxe, je fais partie des 9000 étudiants qui fréquentent l'université Lyon II sur le campus de Bron, et je vis à Bron. Je suis une sorte de prototype du rapprochement.
Côté culture, la MJC crée le premier festival régional de musique et accueille le Théâtre 2000. À l'exception de quelques sorties culturelles organisées dans le cadre scolaire, ce sont mes premiers concerts et mes premières pièces de théâtre : Alain Bert, Michèle Bernard, "*Du vent dans les branches de Sassafras*", "*La Ménagerie de Verre*", "*Ah Dieu que la guerre est jolie*"…
Pour moi, la culture a commencé à la MJC.

1978

Oui, j'ai vraiment beaucoup de chance de vivre dans ce quartier !
L'aménagement du stade Duboeuf se poursuit. Voilà maintenant que se construisent des courts de tennis juste derrière la maison, et que naît le Tennis Club de Bron en octobre : « *Devant l'engouement de nos concitoyens pour la pratique de ce loisir sportif qu'est le tennis, il devenait urgent que la réalisation de ces courts fut achevée rapidement. C'est ainsi que les Brondillants se sont manifestés en nombre lors de la création du club de tennis qui pourra donc bénéficier de cet équipement de choix. Le matériau choisi est un béton poreux très friable, et l'un des meilleurs sur le plan qualité/prix, ne nécessitant pas ou peu d'entretien* », annonce le bulletin municipal spécial sport.
C'est la grande vague de démocratisation du tennis. « *Longtemps sport élitiste, le tennis a*

connu un développement considérable et une démocratisation importante à partir des années 1970 ». Les équipements et les clubs, d'abord privés, deviennent municipaux et publics, et même la plus petite commune de France aménage son court de tennis.
Après le basket, tradition familiale à laquelle je déroge, préférant de loin le kayak, l'escalade, le ski de fond et autres sports de plein air proposés par la MJC, voici maintenant le tennis qui devient sport familial, et auquel j'adhère.
De l'autre côté de la rue Gaillard-Romanet, la cafétéria Nautica ouvre ses portes, et offre une vue plongeante (à défaut de plongeoir) sur les bassins de la piscine :
« *Ouvert tous les jours, dimanche et jours fériés de 9h à 22h, un bon repas pour 18 francs, Tél : 26 22 95* ».
Ce n'est pas la seule entreprise à proximité : l'entreprise de BTP Coiro, créée en 1947, avenue des Colonnes, est installée allée de Verdun depuis le début des années 60.
Sur l'itinéraire qui me mène, adolescente, au collège, par la rue des Godets, j'étais intriguée par les engins de chantier que je voyais derrière les palissades donnant sur la rue de la Marne : ceux de l'entreprise Garcia qui exerce également dans le BTP. Tout près de là, au 52 de la rue de la Marne, le garage de la Marne (ex-Serrano) répare et vend des voitures, et L'Artisane, au 56 rue de la Marne, nettoie, ponce et vernit les parquets.

1979

J'ai vingt ans, je suis étudiante, un bel âge et du temps pour aller au cinéma.
Justement, Bron s'est doté d'un cinéma à la Boutasse, le dernier de la commune ; et depuis quelques mois, j'assiste avec des dizaines de "militants enthousiastes" aux premières séances programmées par le collectif Cinéma : "Le Juge Fayard, Chroniques des Années de Braise, Molière…" La MJC, et son directeur Alain Duchatel sont en première ligne pour défendre le cinéma de Bron, et dans le bulletin municipal de juillet 1979, Pierre Laroussinie, membre du collectif, évalue le chemin parcouru et dresse un premier bilan prometteur : « *Depuis le mois d'octobre (1978), un formidable élan militant a permis aux associations socioculturelles de Bron de sauver le Select Cinéma de la fermeture, de montrer qu'il existait à Bron un besoin et un public définis pour un cinéma de qualité* ». C'est ainsi que naît l'association des Amis du Cinéma.

1981–1982

Je fais ma rentrée au collège Pablo Picasso dans mon quartier… comme surveillante. Après un premier poste à Bourg-en-Bresse en tant que maîtresse d'internat, j'obtiens ce poste à quelques centaines de mètres de chez moi. C'est un nouvel ancrage dans mon quartier. Quelle joie en découvrant mon affectation !

1983-1984

En 1983, je quitte mon quartier, sans m'en éloigner vraiment. Je n'y habite plus, mais je continue mes activités sur Bron et je travaille jusqu'en 1987, au collège, puis au lycée comme surveillante, et aussi à Radio Julie à partir de 1983.
Avec l'avènement des socialistes au pouvoir, c'est la liberté sur les ondes. C'est la grande

période des radios libres, et Bron crée sa radio, Radio Julie, en décembre 1981, sur 97,3 Mhz. « *Toujours mieux rendre compte de la vie locale sous toutes ses formes, tel est l'objectif qu'entend poursuivre cette radio locale bien placée au hit-parade des stations départementales. Radio de la banlieue est lyonnaise, Radio Julie a ses coups de cœur. Parmi ceux-ci, une attention toute spéciale au milieu associatif auquel elle appartient* », analyse le bulletin municipal de décembre 1984 à l'occasion du 3e anniversaire.
Depuis 2 ans, Bron a enfin son lycée : « *L'ouverture du lycée a constitué le fait majeur de la rentrée dans notre commune. La bataille fut rude (alors que la droite gouvernait sans partage) et a regroupé parents d'élèves, associations, syndicats, élus pendant près de 11 ans. La présence de Georgina Dufoix, ministre de la solidarité nationale chargée de la famille, témoignait de la volonté politique qui a mené ce projet (…)* »
« *Année 1982/1983 : 350 élèves, sept classes de seconde, 10828 m² construits par les architectes Constantin et Quay Gimbert et Vergely* », écrit le bulletin municipal de janvier 1983.
Après deux années de surveillance au collège Picasso, je passe chez les "grands" au lycée Jean-Paul Sartre.

1989

Rue de la Marne, le triste mur d'enceinte de la gendarmerie est en train de prendre des couleurs : « *110 personnages, sportifs en tous genres, s'étalent sur 150 mètres. C'est le Marathon de l'impossible, nom donné à la peinture réalisée par Mireille Perrin et Vincent Ducaroy* », annonce le bulletin municipal, à l'occasion de la deuxième phase de la fresque murale.
La fresque a été financée par le Ministère de la Défense et le Conseil Général du Rhône. Au-delà de l'animation même du mur, je ne connais pas les objectifs poursuivis par cette œuvre, mais j'imagine que c'est une manière de créer du lien entre trois univers étrangers l'un à l'autre : la défense représentée par une caserne de gendarmerie, le sport par un complexe, et les flux routiers par un boulevard périphérique.

1990

Début d'année à la polyclinique Sainte Marie-Thérèse aux Essarts, pour une bonne cause : une naissance.
Depuis 45 ans, dans cet établissement, des milliers d'enfants sont nés à Bron. C'est un peu éloigné du Mas de Mure, mais pas tant que cela. Et, c'est encore à Bron.
« *La maternité Sainte Marie-Thérèse a été créée en 1945. C'était ce que l'on appelait à l'époque une "*maison d'accouchement*". Au fil des années, elle a peu à peu développé ses services pour devenir une véritable clinique chirurgicale dont la configuration actuelle date de 1969* », nous dit le bulletin municipal de septembre 2002, à l'occasion de la fermeture de la clinique.

1992

Je reviens habiter Bron, en centre-ville, et je continue de fréquenter le quartier de mon enfance et la maison familiale.

Certains aspects visuels du quartier ont changé comme le mur peint de la gendarmerie qui s'étend maintenant sur 400 mètres supplémentaires le long du périphérique. Mais ce qui fait la structure du quartier demeure. Je retrouve les équipements de mon enfance où je me suis construite, mais en tant que parent maintenant : l'école La Garenne pour commencer, puis la MJC, la piscine, le complexe sportif…

1997-1999

Le collège de mon adolescence, construit sur le modèle Pailleron en 1968, et dont la dangerosité a été tristement démontrée à plusieurs reprises dans d'autres villes, laisse la place à une nouvelle bâtisse, réputée plus solide et plus sûre. C'est le quinzième collège métallique du département à être reconstruit. Certains d'entre eux restent encore en service, trente ans après leur construction.

2000

Construite dans les années 60-70, comme des dizaines d'autres églises et centres paroissiaux dans l'agglomération lyonnaise, en lien avec le phénomène d'urbanisation, l'église Sainte-Geneviève n'a pas résisté à la baisse des pratiques religieuses.

Désaffectée depuis plusieurs années, rachetée par la Ville en 1995, l'église honorant la patronne des gendarmes, est reconvertie en salle d'escrime. Située au n°7 de la rue Christian-Lacouture, en face du groupe scolaire La Garenne, et en contrebas justement de la gendarmerie, elle est l'œuvre de l'architecte Jean-Gabriel Mortamet. Dans un inventaire général du patrimoine culturel de 2008, elle est recensée comme "chapelle annexe[3]".

Tout près de là, le stade Pierre Duboeuf, "temple" du sport local, accueille les répétitions générales du défilé de la Biennale de la Danse. Mon quartier est impliqué, comme tous les quartiers de la ville, et je le suis moi-même en qualité de parent accompagnateur. C'est la troisième édition du défilé de la Biennale, et cette année-là, les participants dansent sur le thème de la "Route de la Soie".

2001

Protégée derrière ces murs, la gendarmerie connaît une animation toute particulière : « *Trois mille gendarmes venus de toute la région Rhône-Alpes se sont rassemblés à la caserne Raby, à Bron, afin de protester contre leurs conditions de travail et réclamer plus de moyens. Une manifestation record en France depuis le début de ce mouvement de colère, en octobre, mais qui est restée disciplinée malgré l'intensité du ras-le-bol ressenti dans un corps traditionnellement discret, par nature et obligation.*

Les gendarmes n'ont plus peur de s'exprimer et se sont grisés au vent de la liberté de parole. "Corvéables à merci", ils racontent leur amour de leur métier, leur désarroi devant les difficultés du quotidien, l'amertume de ne pouvoir remplir correctement les missions qui leur sont imparties, de plus en plus nombreuses, de plus en plus lourdes, parfois au détriment de la sécurité de tous[4] ».

2003-2004

Après dix ans passés dans le centre-ville de Bron, je m'installe dans la maison familiale au lieu-dit Mas de Mure, nom depuis longtemps passé aux oubliettes, mais que l'on trouve sur les

actes notariés ainsi que, sur internet, sur des sites de localisation géographique. Je reviens dans mon quartier d'enfance, naturellement. Je continue ainsi l'histoire des miens, la transmission…

2004-2009

La création de l'hôpital Femme–Mère-Enfant entre le Vinatier et les hôpitaux Neuro-Cardio constitue le grand projet de la première décennie des années 2000, à la lisière de mon quartier. Cette création s'accompagne d'un accès routier direct depuis le boulevard périphérique et d'une réorganisation du plan de circulation et de la desserte des transports en commun.
Comme le Vinatier, "Neuro" et "Cardio", HFME fait désormais partie de mon paysage mental, et participe de cette intime conviction de pouvoir être bien soignée à proximité immédiate de chez moi. Quel beau cadeau que ce Groupement Hospitalier Est. Merci la vie ! Je pourrais même m'y rendre à pied quand passerelle il y aura.

Parallèlement, de l'autre côté du périphérique, le quartier continue d'évoluer avec son temps. De nombreux équipements sont restructurés ou rénovés : d'abord la piscine en 2005, puis le stade Pierre Duboeuf, ses tribunes, sa piste, un nouveau terrain de rugby en gazon synthétique à la place des terrains de tennis devenus obsolètes en 2009, le collège Pablo Picasso encore la même année, ou le gymnase Tola-Vologe plus récemment…

2013-2014

Bron compte 38 717 habitants, bien loin de la prévision de "100 000 habitants à l'horizon de l'an 2000", annoncée par le SDAU en 1973.
Le quartier bouge.
En septembre 2013, nous fêtons les 40 ans du centre nautique, rénové à deux reprises déjà depuis sa création en 1973.
L'extension-rénovation de la MJC est engagée. Première tranche : création d'une nouvelle salle de spectacle en contrebas du bâtiment existant, inaugurée en décembre 2013. Mon aventure brondillante a commencé avec l'accident de mon oncle Jacques en 1952. Clin d'œil de l'histoire, après une vaste "tempête de cerveaux", la nouvelle salle a été baptisée Jack Jack, sans que j'y aie contribué en quoi que ce soit.
Parallèlement, la place Gaillard-Romanet est réaménagée.
Prochaine étape, la rénovation proprement dite du bâtiment existant programmée à partir de 2015.
Du côté de la caserne Raby, depuis le départ des dernières familles de gendarmes à l'été 2012, l'avenir prend forme doucement. Les grandes lignes du projet sont présentées en octobre 2013. Exit la caserne Raby, bienvenue au nouveau morceau de ville nommé "Les Terrasses". En fermant les yeux, je me prends à rêver qu'elles s'étendent au-dessus du boulevard Laurent Bonnevay, pour faire le lien avec le quartier des Genêts et le groupement Hospitalier Est. L'idée est séduisante – elle vient d'un architecte – les images d'une continuité urbaine viennent aisément mais la réalité économique rattrape vite le rêveur.
Des commerces de proximité nous sont annoncés. La boucle est bouclée : les "échoppes" de mon enfance ont toutes disparu les unes après les autres, et aujourd'hui, le commerce devrait revenir

dans le quartier, annonce le bulletin municipal de novembre 2013.

Dans les années 70, les élus municipaux s'interrogeaient, sous la plume de Georges Richard, dans le bulletin municipal : « *Doit-on privilégier le centre de Bron ou les quartiers en matière d'équipements communaux ?* »
Mon vécu atteste très clairement que mon quartier a été privilégié en matière d'équipements communaux, à mon grand bénéfice.

Aujourd'hui encore, il est difficile de nommer mon quartier ! Il n'a pas de nom, ou plutôt il en a de multiples. Pour les uns, c'est le "quartier de la gendarmerie", tant la caserne fait partie de la mémoire collective du quartier depuis 50 ans ; pour les autres, c'est "La Garenne". Quant à moi, je l'appelle le "quartier de la piscine" quand je veux signaler où je vis. Si je le nommais tel qu'il est répertorié au cadastre, "Mas de Mure", personne ne me trouverait.
René Lardière, dans le bulletin municipal de septembre 2005, nous donne des clés pour comprendre l'identité du lieu, l'origine des noms de rue, et finalement pour nommer le quartier : « *Il existait un petit chemin d'herbe qui reliait la rue de la Pagère (ferme Henry) à la marnière, sorte de carrière en plein air produisant de la marne (terre grasse argileuse), située à la Garenne (lapins) où se trouve maintenant le casernement des gendarmes. Ce chemin de la Marne est devenu rue de la Marne et a provoqué les appellations guerrières dans les nouveaux lotissements environnants : rues de Reims, de Verdun, de la Grande Armée* ».

Pendant cinquante ans, j'ai été le témoin privilégié des mutations de mon quartier, et de l'évolution de la société.
Aujourd'hui, les dames de service de maternelle de mon temps ont pris le doux nom d'ATSEM (Agents Territoriaux Spécialisés des Écoles Maternelles), l'aérium "les jours heureux" à Villard-de-Lans est devenu un gîte, la rue des Godets a été rebaptisée Jeanne-Collay en septembre 1974, le gymnase du groupe scolaire La Garenne est devenu le gymnase Tola Vologe à la fin des années 70, le collège Joliot Curie a été démoli et reconstruit selon les plans de l'architecte Dumetier, celui-là même qui est missionné pour imaginer le nouveau quartier "Les Terrasses", le commerce de proximité a disparu depuis longtemps de nos rues, remplacé par des activités paramédicales, des entreprises de services, des bureaux, ou bien des logements, les déchetteries et le ramassage des encombrants ont remplacé les ferrailleurs (qui n'ont pas complètement disparu pour autant), la clinique Sainte Marie-Thérèse a fermé ses portes en 2002, le bus 52 est devenu le C17, l'église Sainte-Geneviève été transformée en académie d'escrime, la caserne Raby est démilitarisée… mais les marronniers de la rue Gaillard-Romanet sont toujours là !

Remerciements à J.M. GUILLAUD du service des archives de la Mairie de Bron.

1 - Larousse : Aérium, nom masculin (latin aerius, relatif à l'air, d'après sanatorium). Établissement de repos au grand air qui reçoit des convalescents après une affection médicale ou chirurgicale.
2 - Une autre source donne 44 995 habitants lors du recensement de 1975 comme le nombre d'habitants le plus haut qu'ait connu la commune (BM février 2009).
3 - Source : Tableau indicatif des constructions d'églises à Lyon et dans les communes limitrophes dans la seconde moitié du XX^{e} siècle. P. Cherblanc@Région Rhône-Alpes.
4 - Source : "*Les gendarmes font corps*" / Sandrine Boucher in Lyon Figaro, 7 décembre 2001, p.5. © Bibliothèque municipale de Lyon, 2011.

Des soldats cantonnés au Fort de Bron

La Maison forte, peinture de Rose-Marie de Mena

La station météo à l'aérodrome de Bron

Marie-France MILLON

BRON ET LE PATRIMOINE

LE PATRIMOINE EST CONSTITUÉ PAR L'HÉRITAGE COMMUN D'UNE FAMILLE, d'un groupe ou d'une collectivité : il peut être linguistique, archéologique, architectural et mondial. Ainsi, « *Les grandes découvertes sont considérées comme le patrimoine de toutes les nations* »[1].

Reconnaissance des acquis de notre histoire au fil du temps

L'unification du royaume de France n'est pas faite sous Louis XIV, ni même sous Louis XVI et la France est composée d'un « *agrégat inconstitué de peuples désunis* »[2].

Après l'abolition de la Royauté, les biens privés des nobles et des ecclésiastiques, châteaux, palais, monastères, passent pour la plupart dans le domaine public et changeront de destination pour devenir musées ou Hôtels de Ville.

La langue romane, issue du latin populaire, s'est développée surtout dans l'Île de France; c'est sous François 1er que le "français" (latin "francus") est devenu officiel dans les actes judiciaires et notariés. Toutefois, dans la région Rhône-Alpes, le patois franco-provençal reste, jusqu'à nos grands-pères, le dialecte courant de nos campagnes. Ce dialecte vient à la fois de la langue d'oïl, pour la partie parlée au nord de la Loire, et de la langue d'oc au sud, elle-même descendante du parler de la province romaine (Provence) qui existait avant la conquête des Gaules.

Richelieu fonde au XVIIe siècle l'Académie Française pour veiller sur la langue française ; cette institution a contribué à la formation de la langue classique apprise dans les écoles.

Au XVIII[e] siècle, un climat plus tempéré améliore les conditions de vie du peuple : toutes les régions de France valorisent leurs particularités. La tenue des dames du Lyonnais possède trois couleurs, le bleu, le blanc et le rouge enrichi d'une dentelle ornée d'or.
La culture populaire florissante au XIX[e] siècle va peu à peu décliner sous l'effet du développement industriel. Fêtes et coutumes (Carnaval, chandeleur…) se maintiennent malgré tout.

Sous l'Ancien Régime, pèlerinages et rituels religieux font partie des coutumes et usages. Folklore et langues se transmettent oralement et ce ne sera qu'à partir de 1930 que l'on étudiera l'ethnologie et les traditions de notre pays. Ainsi, un ouvrage "Le Folklore français"[7] en neuf volumes de 1937 à 1958, existe à la Bibliothèque municipale de Lyon Part-Dieu.
Les vieilles chansons populaires du Berry, la bravade de Riez en Basses-Alpes ou la promenade de la tarasque des Bouches-du-Rhône sont des exemples de récits rapportés par les anciens. C'est aussi en 1937 qu'est fondé au Bois de Boulogne, le Musée des Arts et Traditions Populaires et en 1952, l'ouvrage "*Visages lyonnais*", 28[e] volume de la collection "*Provinciales*", retrace les moments fort de l'ancien "Lugdunensis".

Après la Révolution, la culture se diversifie dans tous les domaines.
Elle a laissé, par exemple, de nombreux chefs-d'œuvre sur le plan littéraire et musical. Au temps du Romantisme, le plus connu des mouvements culturels européens du XIX[e] siècle, Hector Berlioz est l'une des gloires du patrimoine dauphinois.

L'archéologie voit l'apparition de grands sites de fouilles après la redécouverte des civilisations anciennes : Grèce, Perse et Égypte sous Bonaparte. Curiosité, puis besoin de connaître la vie des peuples qui nous ont précédés, au XX[e] siècle elle devient une science auxiliaire de l'histoire.

L'architecture, comme art de construire et d'orner les monuments, est l'élément fondamental qui permet de définir la notion moderne de patrimoine.
Viollet-le-Duc, architecte et écrivain, est attaché en 1840 aux travaux de réfection de la Sainte-Chapelle de Paris. La restauration de nombreux édifices médiévaux lui est confiée, ses travaux ont suscité la création du Musée des Monuments Français.

Un "art nouveau" ou mouvement européen d'architecture et d'art décoratif se manifeste entre 1860 et 1910 où il connaît son apogée à la Belle Époque : villas Lumière dans le 8[e] ou Berliet dans le 3[e] arrondissement de Lyon, proche de Bron, sont les plus illustres témoins de cette heureuse période.
Le "modern style" s'est surtout développé dans l'ornementation : vitraux civils de Lucien Bégule[4], célèbre Maître Verrier lyonnais, vers 1910, dans la montée d'escalier de la villa située à Bron à l'angle des rues de Prévieux et de Lattre-de-Tassigny ou encore décors et objets précieux, stations de métro, grilles, cages d'escalier, meubles, lampes de chevets, carafes, entre autres, ont laissé un riche patrimoine au goût inégalé[5].

À cette période sont fondés l'Office du Tourisme du Grand Lyon en 1905 et le Musée Dauphinois en 1906. C'est là également que le "Patrimoine rhônealpin" prend son élan avec la création d'un vaste réseau pour promouvoir "la valorisation de toutes les formes de patrimoine bâti, enfoui, transmis"[6]. À la fin du siècle, il regroupe 250 associations. Le "*Courrier du Patrimoine*", diffusé dans les huit départements, informe sur leurs activités ; en juin 2000, "une charte pour le tourisme patrimonial"[7] indique six principes, le dernier précise que « *les programmes de promotion touristique doivent protéger et valoriser les caractéristiques du patrimoine naturel et culturel* ».

Toutes ces actions publiques dans les différents domaines du patrimoine assurent un renouveau autant historique qu'économique, avec des emplois de plus en plus nombreux où la plupart des guides sont des femmes qui travaillent sur place, dans leurs villages ou leurs villes.

Le Département du Rhône, avec le Comité du Pré-inventaire des monuments et richesses artistiques a entrepris une description sommaire des communes : l'une des premières brochures concerne Mions, publiée en 1981, une monographie sur Bron paraît en 2006.
Le Département a également diffusé un dépliant sur le patrimoine dans le Rhône, regroupant tous les services liés à cette activité, qui comprenait encore beaucoup de bénévoles en 2011.
Parallèlement, l'essor des arts contemporains contribue aussi à créer un patrimoine varié et prestigieux. L'invention du cinéma par les Frères Lumière, ou "7e art", a connu un succès mondial sans précédent ; les bibliothèques sont devenues des médiathèques, de nouveaux musées se créent, les galeries d'art présentent une profusion d'œuvres que l'on peut admirer aussi sur le réseau sans frontières d'Internet qui favorise une nouvelle forme de société pluriculturelle.

Le patrimoine à Bron et ses associations
Notre commune est située à l'est de Lyon, à ses débuts appelée Lugdunum, mot venant du "lug", dieu gaulois et du latin "dunum", colline. La contrée de Bron fait partie de l'ancienne "Ager Villa Urbana" comprenant : Villeurbanne, Vaulx, Bron et Vénissieux. Les deux dernières dépendent d'une famille dont une branche prend le nom de la localité de Bron après l'édification de la tour (château actuel).

L'histoire de Bron est connue maintenant par des faits recherchés dans les différentes archives rhônalpines. Ils sont très rares au Moyen-Âge et même à la Renaissance, le service des Archives Départementales du Rhône à Lyon a rassemblé tous les évènements des seigneuries à partir de l'Ancien Régime.

Plus d'une trentaine de nobles se sont succédé à Bron et aux Essarts jusqu'en 1789. C'est la branche chevaleresque des Bron qui a bâti les deux maisons fortes qui représentent aujourd'hui le patrimoine de ce temps.
Il a été précisé par Marcel Forest que la tour du château de Bron, près de l'église, remontait

au XIIIe siècle avec des ajouts des XVe et XVIIIe siècles. L'enlèvement du crépi pourrait apporter des éléments nouveaux sur l'historique de la construction, en particulier sur le haut de la façade de la tour, l'aile sud du XIVe siècle d'après la généalogie des seigneurs de Bron, et l'existence possible d'une tour d'angle au nord-est du petit bâtiment accolé.
Le château des Essarts, quant à lui, est la propriété du Diocèse de Lyon. Une réhabilitation en juin 2009 a permis de confirmer la présence au XVe siècle d'un bâtiment longitudinal ouest protégé par un mur d'enceinte et surmonté par un haut toit à quatre pans, d'après l'avis du charpentier.
À l'angle nord-ouest, une porte a été bouchée entre deux étages et un donjon se trouvait au niveau du préau actuel de l'école, ainsi qu'une tour, située à l'angle sud-ouest, de l'aile primitive, datant du XVIe siècle.
L'entrée de l'escalier à vis et la baguette de la baie à meneaux sont à l'est, côté cour. En 1590, au temps de Catherine de Laube, le bâtiment nord contigu, la cuisine, était une dépendance du château. Au XVIIe siècle l'ensemble a été remanié et l'aile sud a été ajoutée au XVIIIe siècle, donnant sa forme d'équerre au château.

Le cinématographe a débuté à Bron dans une brasserie en 1911. Sa création coïncide avec celle de l'Aviation où une foule de gens venait voir les "engins" et les exploits des premiers aviateurs sur l'aéroport de Lyon-Bron, l'un des plus grands d'Europe à l'époque.

Dans le cadre de la constitution de l'Europe, le Conseil Municipal a décidé de jumeler Bron avec la ville allemande de Weingarten. C'est le 8 juin 1963 que le maire, Louis Béfieux, signe l'acte officiel du Jumelage, qui marquera le début de nombreux échanges avec d'autres villes.

L'association du Souvenir Français est née à l'origine d'un élan national après la défaite de 1870 et l'occupation de l'Alsace et la Lorraine par l'Allemagne : "Les Dames de Metz" entretenaient les tombes militaires françaises. L'association est représentée en 1906 dans 81 départements.
Un lien avait dû se constituer avant le Comité de Bron, créé en 1978 par Marius Mourvillier, ancien "poilu" de 14/18. Marcel Espeil a succédé à Maurice Murat en 2009, qui fut président pendant 25 ans. Riche actuellement de 110 adhérents, l'association fait paraître une revue tous les trimestres et le 90e anniversaire de la Revue Nationale a été fêté en 2011. Une brochure historique illustrée rappelle les étapes du Souvenir Français depuis sa fondation par Xavier Niessen en 1887.
Dans le cimetière traditionnel, au rond-point du Souvenir, a été fixée la plaque commémorative du Souvenir Français, devant le Monument aux Morts réalisé en 1921. Depuis sa présence, le Comité de Bron, dont la devise est "*À nous le souvenir, à eux l'immortalité*", entretient cinq tombes et une chapelle ; ces monuments du début du siècle dernier, d'une grande valeur artistique, avec portraits sculptés, font partie du patrimoine de Bron.

La défense du Fort de Bron a commencé après la désappropriation du lieu par l'armée au

profit de la COURLY, cent ans après sa construction, ceci afin de sauvegarder le site menacé de destruction. Avec l'aide de la Municipalité, le site a été classé en "zone protégée" ; dans un premier temps, en 1978, un parcours santé a été mis en place grâce à Suzanne Thalvard. L'association du Fort de Bron s'est formée en 1982 avec Robert Thalvard qui en fut le premier président, Maurice Suchère, Robert Lavigne et Roger Thomas ; en 1986, j'étais la seule femme à participer aux premières activités de l'association ; dix ans plus tard, en 1996, le Conseil d'Administration comportait trois femmes et huit hommes. Marguerite Marquet, adjointe à l'Environnement, s'est attachée à la préservation du site naturel laissé à l'état sauvage.

En 1984, sous la présidence de François Mitterrand, l'impulsion donnée à la mise en valeur du patrimoine par Jack Lang, ministre de la Culture, est l'élément déclencheur d'une série de restaurations du Fort pour les "Journées du Patrimoine", puis à partir de 1987, pour les spectacles des biennales d'été. Lors de ces évènements, les expositions artisanales accueillent un grand nombre de stands de femmes qui profitent de ce marché annuel pour présenter leurs créations.

Actuellement l'association s'occupe de la promotion et de l'animation du site du Fort. Brochures historiques et Musée retracent les évènements de la vie militaire de cette période. Un petit journal, "La gazette du Fort" est élaboré avec la participation des adhérents. Enfin, des visites guidées pour le public sont organisées le premier dimanche de chaque mois.

La Société Lyonnaise d'Histoire de l'Aviation, fondée à Bron en 1986 par Paul Mathevet, Marcel Forest et Serge Blandin, regroupe "les mordus de l'histoire de notre aviation". Son objectif : rechercher, sauvegarder, faire connaître le patrimoine aéronautique. Réunions mensuelles, conférences, visites font partie des activités proposées. La SLHADA a fêté les cent ans de l'Aérodrome de Bron en 2010 en présentant une exposition à la Médiathèque de Bron et en diffusant une brochure contenant tous les noms de rues qui ont un lien avec l'aviation, dont ceux de deux femmes : Maryse Bastié et Hélène Boucher.

La conservation de la mémoire aéronautique est aussi sauvegardée par la constitution d'une documentation et d'une bibliothèque. Le magnifique livre d'Emmanuel Large sur "*Cent ans d'aéronautique lyonnaise*" a reçu le prix du Département en 1998. La SLHADA a publié en 2003 un livre sur l'aviation militaire à Lyon-Bron de 1912 à 1972. Le Musée de l'Aviation, transféré dans le Fort de Bron, possède aujourd'hui quatre salles que l'on peut visiter lors des journées portes ouvertes tout au long de l'année.

Une association pour le patrimoine et l'histoire de Bron a été créée par Jacqueline Rambaud, Conseillère Générale, en 1998. Destinée à recenser et conserver le patrimoine de la Ville, "Dauphi-Bron" organise des manifestations autour d'expositions, des conférences et des visites. Sa fondatrice a collaboré à la réalisation de la Monographie de Bron, avec la participation de la Ville de Bron, parue en 2006.

L'Association des Fouilles Archéologiques Nationale (AFAN) a installé son antenne inter-régionale à Bron en 1998. Un chantier de "fouilles préventives"[8] a été ouvert dans la Z.A.C. (Zone d'Aménagement Concerté) du Fort, près de l'église Saint-Denis, ce qui a permis de retrouver des vestiges des époques celte et romaine. Cette association est devenue depuis l'INRAP (Institut National pour la Recherche Archéologique et Préventive).

Roger Pestourie, qui fut longtemps adjoint du maire André Sousi, a contribué à l'ouverture du Musée de la Résistance de Vénissieux, à la documentation de celui de Lyon et à la fondation de deux associations à Bron.
"Les Amis de l'Histoire", avec le Fonds Roger Pestourie est lancée en 1998 et participe d'une façon reconnue à la transmission de la mémoire des évènements marquants du XX^{e} siècle. L'association compte parmi ses adhérents des personnalités de Paris et de Grenoble. La bibliothèque possède, entre autres, les œuvres complètes d'Elsa Triolet et de Louis Aragon.

L'Association pour la Promotion de l'Art (APA), qui permet aux artistes d'exposer leurs œuvres, a trouvé son point d'ancrage à la Maison des Arts des Essarts. Y ont été transférés les dons de Monsieur Pestourie, en particulier une partie de sa collection de tableaux et sa bibliothèque de livres sur la peinture, avec la biographie de Suzanne Valadon, mère du célèbre Maurice Utrillo, qui a peint l'Église de Bron.

Toutes ces associations du patrimoine représentent une part importante du Répertoire Associatif Annuel de la Ville de Bron. Ce dernier, très diversifié, ne cesse de s'enrichir dans tous les domaines de la vie courante et aussi avec des associations interculturelles portugaises, cambodgiennes, africaines… qui sont en train de construire notre futur patrimoine.

1 - Larousse encyclopédique, 1980
2 - Nouvelle Histoire de France, 1966
3 - D'Arnold Van Gennep, ethnologue français
4 - D'après le renseignement de Roger Thomas
5 - "*Art Nouveau, un défi*", Paul Greenhalgh, éditions Herscher, 2000
6 - Guide du patrimoine rhônalpin N°33, 1998
7 - Le Courrier du Patrimoine, n°39, juin 2000
8 - Bron Magazine, octobre 1998

Le Fort de Bron

Le quartier de la Caravelle vu du ciel, au début des années 2000

Une fête dansante au centre social Gérard Philipe en septembre 2009

La résidence des Sapins rénovée et son aire de jeux, juin 2014

Renée GURRIERI

TERRAILLON

LE 5 JUILLET 1965, la famille embarque au 26 chemin du Terraillon à Bron. Actuellement, la résidence des Sapins. J'ai vingt-trois ans et deux enfants de quatre et cinq ans.

L'immeuble, avec ses rangées de hublots étincelant au soleil, me fait penser à un énorme paquebot en cale sèche. Sur le site, deux autres bâtiments donnent sur la rue de la Pagère. Pour moi, c'est l'Amérique. Je viens de quitter un appartement de deux pièces dans le quartier Montchat à Lyon. Ici, il y a des toilettes, une baignoire sabot. Avec les enfants, on se cherche dans ce nouvel espace. « *Où êtes-vous?* » devient la question favorite.
Depuis le balcon, à droite, en me penchant un peu, j'aperçois des rangées de pieds de vigne. Fin septembre, les vendangeurs sont là, les abeilles aussi, qui nous font un peu peur.
En face de l'immeuble, juste l'horizon d'un grand champ de maïs, où la nuit tombée, grillons et crapauds nous offrent un concerto.

Mon paquebot est posé sur une terre qui n'est plus tout à fait une campagne, et pas encore une ville.
Déjà là depuis 1960, au loin, l'immeuble de la Caravelle avec sa grande tour, dont le nom évoque la proximité avec l'aéroport de Bron.
L'histoire démarre bien : un bateau et un avion.

Le mot "Terraillon" est dérivé de Terrail, nom porté dans le sud de la France. C'est un toponyme qui désigne un remblai, une digue ou tout simplement un lopin de terre. Si on se penche sur l'histoire du lieu, avant la conquête de l'urbanisation, on apprend que le premier village de Bron était célèbre dans l'Antiquité pour son vin de qualité. Au XVI^{e} siècle, le

quartier s'appelait "Les Vignères". Il deviendra "Terraillon" quand on décidera de cultiver des céréales et que la terre sera nourrie par le déversage du fumier venu des latrines lyonnaises. Avant la construction des bâtiments, au cours des années 1960-65, les promeneurs passaient devant quelques fermes, au milieu de prés où broutaient des vaches. Des maraîchers cultivaient leurs terres et vendaient leurs produits sur les marchés. De nombreux champs de blé terminaient le paysage. La présence d'une grange attestera de cette époque pendant encore quelques mois après notre arrivée. De même, parfois, au fil des ans, surgiront au milieu des pelouses ordonnées autour des immeubles, des regains de blé et autres céréales.

L'accès au paquebot se fait par un chemin pierreux. Les broussailles de chaque côté se rejoignent et créent une voûte de verdure agréable aux beaux jours. J'y ai abîmé quelques paires de talons aiguilles, sur les chemins alentour aussi.

Je m'engage dans le chemin du Terraillon, où sur la gauche, je longe plusieurs maisonnettes. Un jour de printemps, je sonne à l'une d'entre elles, attirée par les lilas en fleurs que j'aperçois. Je fais la connaissance des habitants du lieu. À partir de ce moment, je leur achèterai les légumes du potager et chaque printemps, un bouquet de lilas. Je continue de marcher, et à droite, j'entre dans le chemin Lessivas, où coule de temps en temps une source. Plus loin, sur la gauche, je passe devant une ancienne ferme et une petite maison. Tout au bout sont construits, peu de temps après notre arrivée, en urgence, sur le chemin Saint-Jean, des préfabriqués qui accueillent les rapatriés d'Algérie.
Pour l'instant, je découvre et je me sens un peu perdue. J'ai mis trois mois à m'adapter à ce nouvel environnement et c'est grâce à la rentrée des classes et à l'école que je commencerai à lier connaissance avec mes voisins.
À l'époque, existent peu de commerces. Pour une jeune mère venant de la ville, il s'agit de s'organiser. Un seul commerce, "Le bon lait" route de Genas, nous permet de nous approvisionner. J'ai le souvenir, également, qu'à la tombée du jour, un marchand de lait arrive en bas de notre allée, avec son triporteur et ses bidons, et je lui achète son lait et ses fromages.
Pour le reste, il faut prendre le bus n°25, qui nous emmène à Lyon. Nous allons à Villeurbanne, dans le quartier des Brosses, faire le marché.
Nous sommes 400 familles réparties sur trois immeubles. Des relations amicales se créent avec les voisins les plus proches. Femme au foyer, je m'occupe de mes enfants. En 1969, un troisième arrive. Ma vie sociale s'organise autour des réunions de parents et du catéchisme. L'école Pierre Cot est située à vingt minutes à pied. Tous les jours, j'y accompagne mes enfants. C'est un bâtiment en préfabriqué, adossé à l'aéroport.
Un jour de grand vent, une partie du toit s'envole, comme les avions que nous allons voir décoller le dimanche avec les enfants. Où vont-ils ? Aux îles, sûrement…

Et puis, les constructions ont pointé leur nez et sont devenues des immeubles, l'avenue a remplacé le chemin, de nouvelles rues sont apparues, les noms des rues ont changé. La ville est arrivée.

En 1966, l'OPAC installe un commerce aux pieds des immeubles, premier magasin en libre-service que je fréquente. La vie devient plus simple : il manque du sel, on descend au "SPAR" ou bien, s'il est fermé, on continue de demander à la voisine.
Pour nous repérer, nous mettons des couleurs aux noms des immeubles. Déjà, les immeubles gris, construits en 1964, ensuite "Le Terraillon", en 1966-67, appelé les immeubles bleus. Je passe à travers le chantier de construction tous les matins pour accompagner mes enfants à l'école. Et puis les immeubles jaunes, dont nous n'avons jamais vraiment su le nom.

À la place de la vigne, seront construits les bâtiments des Colibris en 1978-79.
En 1987, les cités de transit sont rasées du chemin Saint-Jean.
La vieille ferme disparaît en 2000, sous l'impulsion de l'immeuble des "4 saisons".
L'école Jean Lurçat occupe le champ de maïs depuis cette année, les lilas sont définitivement partis. Mais sur le terrain de l'école Pierre Cot, se construiront bientôt de petites maisons. Et la source est toujours là, elle refait surface de temps à autre, sur le terrain d'aventure où a lieu chaque année "Célébron", la fête de quartier.

J'habite maintenant 26 avenue Pierre Brossolette. L'avenue ceinture le quartier Terraillon et mon paquebot se retrouve comme en périphérie.
La tour de contrôle de la Caravelle s'est envolée définitivement cette année, grignotée par les dents d'un monstre d'acier. J'ai ressenti un pincement au cœur.

Un beau jour, je me suis aperçue que, comme moi, en catimini, les bâtiments avaient vieilli et que la campagne s'était effacée. Mon paquebot tient le cap. Solide, bien ancré au sol avec ses neuf étages, il ne s'est jamais lézardé. En 1995, trente ans après mon arrivée, l'électricité a été refaite, la baignoire sabot remplacée par une baignoire plus moderne. Le quartier se déconstruit, va bientôt se reconstruire.
Avec un seul salaire, nous sommes restés à Terraillon, d'autres ont quitté le quartier pour aller vivre ailleurs, mes enfants habitent à Bron, très près d'ici.

Je viens de la campagne, vers Roanne, et je me souviens avec un sourire : j'ai passé mon certificat d'études en 1955 et nous avions fait un voyage pour visiter l'aéroport de Bron. Étais-je destinée à passer ma vie à Bron, quartier du Terraillon ? À regarder au fil des ans les immeubles pousser sur les champs de blé ? À sentir s'inscrire en moi, en filigrane, cette géographie de la ville ? Je me sens enracinée ici depuis presque cinquante ans et je suis à l'aise dans mon quartier.

Autocollant "Les Alizés"

Bobines de film

Autocollant "Select ciné"

La nouvelle salle
Sandrine Bonnaire aux Alizés

Joëlle LE DUC

LA BELLE AVENTURE DU CINÉMA À BRON

LES CRIS DE TERREUR D'UN PUBLIC NOVICE DEVANT L'ARRIVÉE D'UN TRAIN EN GARE DE LA CIOTAT DES FRÈRES LUMIÈRE, résonnent encore dans la ville historique de Lyon, berceau du cinéma mondial, soit un an après l'invention du cinématographe par les précurseurs de l'industrie du cinéma en 1885.

Le mot "cinéma" est l'apocope de "cinématographe" qui en grec signifie "mouvement" et "écrire". Nom choisi par Auguste et Louis Lumière en 1892.

L'industrie du cinéma en France, 1re en Europe et 3e à l'échelle mondiale, tient une place privilégiée dans notre culture. C'est une véritable passion nationale et elle reçoit la protection de l'État.

Comment la ville de Bron épouse-t-elle la passion du cinéma, et dans l'ombre de Lyon, s'affirme-t-elle de manière originale ?

Un peu d'histoire du cinéma

Dès l'après-guerre, en 1946, le Centre National de la Cinématographie (CNC) est créé pour la défense de l'industrie nationale du cinéma, face aux géants américains.

Dans les années 50, une nouvelle génération de cinéphiles, critiques aux Cahiers du cinéma, définit le cinéma d'auteur. Le Festival de Cannes, fondé en 1946, dont Gilles Jacob est l'âme et l'homme-orchestre, est le festival international de cinéma le plus médiatisé au monde.

André Malraux, Ministre des Affaires Culturelles en 1959 poursuit une politique de démocratisation de l'accès à la culture et crée le label "Art et Essai". Il subventionne le cinéma indépendant. Cette politique culturelle s'affirme dans les années 80, avec le Président socialiste François Mitterrand et son Ministre de la Culture Jack Lang, qui partagent avec André Malraux la même conception de la grandeur de la culture. Les négociations de l'Uruguay

Round et le GATT en 1993, affirment l'émergence consciente d'une "spécificité française" où la création cinématographique est protégée par l'État.
En effet, l'exception culturelle française permet de définir un cinéma national grâce à un système d'aides publiques.

Du cinéma muet à nos jours
Revenons un peu en arrière. La magie du cinéma avec "*Le voyage dans la lune*" de Georges Méliès (1902) ou la fresque historique "*Napoléon*" d'Abel Gance (1927) fait place au cinéma sonore dans les années 1930. L'histoire du cinéma est ponctuée de chefs-d'œuvre, dont celui, surréaliste, de Luis Buñuel "*L'Âge d'or*" (1930) ou celui, poétique, de Jean Vigo, "*L'Atalante*" (1934). On peut noter encore "*Les 400 coups*" (1959), le film-phare de François Truffaut, l'un des fondateurs de la Nouvelle Vague avec Jean-Luc Godard, réalisateur de "*À bout de souffle*" en 1960 puis Jacques Demy avec les inoubliables "*Parapluies de Cherbourg*" en 1964 et les "*Demoiselles de Rochefort*" en 1967.
La réalité de la fracture sociale éclate dans le cinéma des années 90 avec Mathieu Kassovitz "*La Haine*", 1995, Palme d'Or à Cannes; mais le cinéma français s'ouvre sur le monde enchanté du "*Fabuleux destin d'Amélie Poulain*", en 2000, de Jean-Pierre Jeunet ; et nul doute que "*De battre mon cœur s'est arrêté*", en 2005, de Jacques Audiard, continue de séduire un public international.

Le Select ciné
Peu après l'invention du cinéma, les salles obscures poussent comme des champignons et envahissent la France. La plus petite commune veut avoir sa salle de projection, improvisée dans une salle des fêtes, une classe dans une école, une salle paroissiale, ou même en plein air sur un mur ou une simple toile.
Bron n'échappe pas à la règle : il semble qu'une étoile du cinéma des frères Auguste et Louis Lumière se soit posée sur la ville où le septième art va tenir une place privilégiée.
Dès 1911, Bron possède sa propre salle de cinéma dans une propriété acquise par un amateur cinéphile, Monsieur Reynard. C'est ici, dans la villa des Mûriers, qui servait jusqu'ici de salle des fêtes, qu'il dédie une annexe à la projection de films muets tels "*Sans famille*" ou "*Les deux orphelines*", ou encore des films comiques…

En 1933, un nouvel acquéreur, madame Maire, transforme cette annexe, l'agrandit et lui donne le nom de "Select ciné". Hélas, dans les années 70, madame Maire se trouve confrontée à des difficultés financières telles, qu'elle doit annoncer la fermeture du Select en 1978.
Suite à un entretien avec madame Maire, le directeur de la MJC Alain Duchatel accompagné d'un cinéphile passionné, Pierre Laroussinie, envisage une action. En effet, seule une mobilisation des associations culturelles peut créer l'élan nécessaire pour mobiliser le public.
Les Brondillants s'émeuvent de cette fermeture prochaine et se rallient à la cause d'un lieu qui leur est devenu cher. Ainsi, en mai de cette année, des militants et responsables

de structures, sur l'invitation d'Alain Duchatel, étudient ensemble la question : « *Comment sauver le cinéma de Bron* ? ». Ils soumettent une proposition à madame Maire qui leur lance un ultimatum « *Vous avez trois mois pour sauver le cinéma* ».

Dès la rentrée de septembre 1978, l'organisation de la survie du Select se met alors en place avec un collectif d'associations culturelles, dans l'objectif de proposer une collaboration avec madame Maire. Les Maisons de Quartier des Essarts, des Genêts, et de Parilly, le Centre Social du Grand Taillis, le Centre Social Gérard Philipe, la MJC, l'Union Féminine Civique et Sociale et l'Union des Femmes Françaises créent ainsi une Association Loi 1901, qui prendra pour nom "Les Amis du Cinéma". Des cinéphiles indépendants se joignent également aux associations pour œuvrer au sein du collectif.
Pour mener à bien cette mission, l'aide de la Municipalité de Bron s'avère indispensable ; elle est bien vite acquise.
J'assiste alors, en tant que représentante de l'UFCS, au tout premier conseil d'administration. Celui-ci établit un bureau constitué d'un trésorier, d'un secrétaire et de membres actifs, militants avec, à sa tête, un Président, Pierre Laroussinie. Le directeur est Alain Duchatel. Plusieurs réunions de travail ont lieu, dont certaines non-stop de 18h à 23h, (avec pause sandwich !). Il s'agit d'étudier de près les statuts de la nouvelle association, le budget (avec recrutement de personnel), la programmation, les tarifs. L'adhésion à l'association sera de 10 francs (1,50 euros) et l'abonnement pour 5 films à 100 francs (15 euros).
D'âpres discussions ont pour objet de décider si le cinéma sera "Grand Public" ou bien "Art et Essai". "Art et Essai" l'emporte avec également le projet de diffuser quelques films grand public pour augmenter les recettes. Les adhérents sont invités à coller sur leur pare-brise, des autocollants rappelant l'existence et la renaissance du Select ciné.

Voici les propositions émises et acceptées par madame Maire qui conserve la gestion comptable du cinéma dont les recettes lui sont entièrement attribuées :
- Une programmation établie par l'association
- Un appel aux bénévoles pour l'accueil et le contrôle des entrées.

Ainsi, toutes les associations sont alertées et, grâce à une programmation différente, un vent prometteur souffle de nouveau sur Bron. Ce jeudi 19 octobre 1978, à 20h30, un véritable raz-de-marée envahit la salle pour le film drôle et poignant "*Pain et chocolat*", sorti en 1974, de Franco Brusati. Incrédule devant la foule et les spectateurs éconduits faute de place, madame Maire s'exclame : « *Ce n'est pas possible, vous les avez payés !* ».

Avec la nouvelle devise du cinéma «*Au Select, on se Délecte* », la nouvelle programmation "Art et Essai" continue d'attirer de nombreux spectateurs. Les bénévoles s'activent, les permanences sont bien assurées. De jeunes volontaires se joignent à l'équipe, dont Nadia, qui occupe actuellement un poste important aux Alizés. Le nombre de séances hebdomadaires augmente de un à deux puis davantage. Le Select devient un cinéma de militants prêts à consacrer de nombreuses heures pour le rendre convivial, accueillant et à l'écoute de son public.

L'association "Les Amis du Cinéma" séduit son public et ponctue sa programmation d'animations innovantes. "Nuits du Cinéma" (Nuit du rire, Nuit de l'épouvante, Nuit de la science-fiction), six au total par an, s'enchaînent. Au petit matin, tout le monde se retrouve devant un café et des croissants tout en devisant sur les films de la nuit. De même, aura lieu un Ciné-Débat mensuel consacré à un film et son auteur. Citons par exemple "*Tell me lies*" de Peter Brook ou encore "*L'argent*" de Marcel l'Herbier. Des associations sont invitées à participer à la programmation : par exemple, l'UFCS organisera un débat avec des intervenants pour le film "*L'amour violé*" de Yannick Bellon. Nous avons aussi eu l'immense plaisir de recevoir un samedi après-midi, l'astrophysicien Hubert Reeves qui nous a enchantés en tant que "conteur d'étoiles".

Deux années prospères s'enchaînent ainsi jusqu'à ce que la question de la survie du cinéma se pose à nouveau avec le départ à la retraite de madame Maire. Comment poursuivre l'œuvre réalisée ? Financement, gestion et personnel sont en suspens.
Des pourparlers s'engagent de nouveau avec la Municipalité. Un élu, Monsieur Paul Ravel, convaincu de l'importance du cinéma Le Select pour la Ville de Bron, persuade le Conseil Municipal d'étudier le projet. Finalement, une aide de l'État est accordée, grâce au développement associatif et culturel. En effet, financer et préserver les arts est au cœur de la politique de l'État français qui encourage la création, la production et la diffusion de la culture.
L'association "Les Amis du Cinéma" devient gérante du Select. Nous sommes en 1980.

Les Alizés
Toutefois, les représentants de la municipalité et les responsables du cinéma, constatent le vieillissement du Select qui est devenu un équipement obsolète. Il est urgent de trouver un lieu plus adapté. La chance nous sourit en 1988 : un immeuble se construit au 214 avenue Franklin-Roosevelt. La décision est prise en Conseil Municipal d'implanter un nouveau cinéma au rez-de-chaussée. Deux salles sont aménagées dont une dotée du système qui a révolutionné le cinéma de l'époque, le Dolby-stéréo. Une grande enseigne, très visible depuis l'avenue Franklin-Roosevelt, présente le nouveau nom du cinéma "Les Alizés", et les affiches des films de la programmation en cours.

L'association du cinéma s'organise avec le soutien de la municipalité. Elle devient gérante à part entière avec un Directeur nommé par la Mairie. Le financement est assuré par une subvention municipale, une aide du Centre National de la Cinématographie et du Groupement Régional d'Action Cinématographique... et les cotisations des adhérents.

Un nouveau mode de fonctionnement est créé. Le bureau et le directeur se réunissent pour préparer toutes les propositions qui sont par la suite, soumises au conseil d'administration.

Le nom du nouveau cinéma possède sa propre histoire : c'est au conseil d'administration

qu'incombe la tâche de déterminer rapidement le nom du nouveau cinéma. Un brainstorming est organisé au cours duquel les participants donnent libre cours à leur imagination. Nous décidons de choisir un nom qui commence par "A" afin que notre programme paraisse en tête dans la presse lyonnaise. Bien sûr des noms étranges ou exotiques sont lancés de toutes parts : alligator, astéroïde, aurore ou ambigüe… mais ce sont "Les Alizés" qui l'emportent à l'unanimité avec une devise infaillible «*Aux Alizés, Allez-y !*»
"*Les incorruptibles*", de Brian de Palma, est le premier film programmé… tout un symbole !
Cependant, reste encore en suspens une question : comment faire connaître ce nouveau cinéma et attirer davantage de spectateurs ?

Le cinéma les Alizés se veut différent. Ainsi le conseil d'administration refuse de diffuser de la publicité sur la toile avant le film. Il refuse également l'installation d'un distributeur de friandises. Les mandibules des spectateurs qui font des "crac, crac, crac, scronch, gloup" et autres froissements de papier gênent les séances : priorité au film !
Le programme est mensuel. Nous décidons de l'adresser à tous les adhérents et de le diffuser aux commerces avoisinants (cabinets médicaux, boulangers etc…). Une commission est chargée de la mise sous enveloppe des programmes. Dans une ambiance très familiale, les cinéphiles se retrouvent dans une petite salle des Alizés offrant un moment de leur planning déjà très chargé. C'est ainsi qu'une après-midi, avec mon petit-fils Jonathan dans sa poussette, je rejoins le groupe. Une routine méthodique et répétitive s'enchaîne : il faut tout d'abord plier les programmes, puis les mettre sous enveloppe et ensuite coller les étiquettes d'adresses préalablement imprimées. Souvent, nous manquons d'éponges humides et il faut "lécher" ces fameuses étiquettes ! Les fous rires ne manquent pas ! Puis les enveloppes sont classées par ville pour être portées à la Poste. Il faut faire vite avant la levée…

Les permanences sont assurées par les militants lors des horaires les plus chargés. Je garde de ces permanences des souvenirs précieux, pleins de convivialité. Il est arrivé souvent qu'en tendant le bras pour prendre le billet… c'est une poignée de main que j'ai reçue : «*Ah ! C'est vous !*», «*Ah! C'est toi !*». Aux Alizés, on se sent vraiment en famille, entre amis. En effet dans la ville brondillante, il semblerait que tous les habitants se connaissent et se retrouvent aux Alizés !
Des autocollants sont à nouveau imprimés, cette fois au nom des Alizés. Des "pin's" sont également offerts à l'occasion d'une Assemblée générale.

La programmation est établie exclusivement par la Commission de programmation formée de militants passionnés de cinéma, qui scrutent les dernières sorties et écument les revues spécialisées telles que "les Cahiers du Cinéma".
Le concept des Alizés, c'est aussi de donner une chance aux films qui n'ont pas connu au cours de leur sortie nationale le succès qu'ils méritent. Ainsi naissent "les Étoiles des Amis du Cinéma" en avril 1988. Une mention apparaît dès lors et pour la première fois dans la programmation du 9 mars au 26 avril 1988 : «*Les étoiles seront décernées chaque mois à trois films*».

L'objectif des Alizés, c'est également, afin d'enrichir la programmation, la création d'une commission d'animation. Celle-ci va se lancer dans l'événementiel avec des nuits, des conférences, des intervenants, des projections spécifiques pour certaines tranches d'âge.
On se rappelle le succès des nuits au cinéma le Select. Celles-ci vont se poursuivre aux Alizés. Le 28 mai 1988, de 21h45 jusqu'à l'aube, La nuit d'Avoriaz présentera huit films dans les deux salles. De même, des soirées cinéma et musique font salle comble : en première partie le concert, puis la projection d'un film sur le même thème. Par exemple, en janvier 1988, "*Amadeus*" sera projeté en première partie, suivi d'un concert avec Philippe Demanget, pianiste qui interprète Mozart.
Un cycle de conférences audiovisuelles intitulé « *À la Découverte du Monde*» avec un intervenant, interpelle un certain public. On se souvient d' "*Amazonie : notre terre en péril*", de Richard et Carmela Chapelle ou "*Congo et Pygmées*" de Pierre Dominique, ou encore "*Inde : sur la route de Calcutta*" de René Milou.
Films-débats sont également à l'affiche. Un film suivi d'un débat est ainsi présenté par certains membres du conseil d'administration, aidés d'intervenants faisant partie d'organismes en relation avec le thème du film. Ainsi "*Les enfants du désordre*" de Yannick Bellon en 1989 sera soutenu par des représentants du Centre National de Documentation sur les Toxicomanies de Lyon.
Jean-Marie Guidez, président de longue date de l'association des Amis du cinéma, raconte : « *Raymond Chirat, un historien du cinéma (toujours affable et convivial !) et l'un des fondateurs de l'Institut Lumière, nous a toujours soutenus de sa présence et de son enthousiasme, notamment au début des Rencontres, parfois un peu confidentielles. Je me souviens ainsi de la comédie rare "*Ils étaient neuf célibataires*" (1939)* ».
La programmation "Carte blanche" à Michel Ciment, grand critique lyonnais de cinéma français, les films d'Elia Kazan (Baby Doll), Joseph Losey (L'enquête), Stanley Kubrick (Lolita), nous ont ouvert également de nouveaux horizons.
Les enfants ne sont pas oubliés. Régulièrement, sous l'appellation "Tartine et Chocolat", un riche programme fleurit sur la toile au moment des vacances scolaires. Dessins animés et films sortant des sentiers battus sont suivis d'une discussion et d'un goûter dans le hall. Des sièges rehausseurs sont mis à la disposition du jeune public.
Les anciens sont à l'honneur dans les "ciné-mémoire" qui deviendront plus tard, "le ciné-collection". On reverra ainsi de tout premiers films en noir et blanc dont des films muets accompagnés au piano. Je me souviens du film de 1937 "*Laurel et Hardy au Far-West*" avec le duo le plus comique de l'époque.

Pour rendre le hall du cinéma plus attrayant, des expositions de peintres amateurs ou de photographies sont installées régulièrement.
Enfin, en 1991, les Amis du cinéma vont encore plus loin et proposent les "Rencontres" avec une programmation hors du commun qui va promouvoir les Alizés comme cinéma d'avant-garde et confirmer son statut sur la scène cinématographique régionale.
Le conseil d'administration cherche sans cesse à susciter davantage l'intérêt des spectateurs.

Avec l'aide de la Mairie de Bron, du Centre National de la Cinématographie et du Groupement Régional d'action cinématographique, le cinéma les Alizés présente pour la première fois, du 5 au 15 juin 1991, "Drôle d'Endroit pour des Rencontres" sur le thème : le cinéma des années 80.
Ces premières "Rencontres" présentent dix années pendant lesquelles réalisateurs et acteurs inventent un nouvel art de l'image, un nouvel art de vivre. Décidément, «*Les Alizés sont un excellent endroit pour des rencontres*», comme l'affirmeront le président Jean-Marie Guidez et la directrice Colette Périnet.
Les spectateurs viennent non seulement de Bron mais de Lyon et de toute la région lyonnaise pour participer à l'intimité de ces rencontres uniques loin du faste du festival de Cannes. C'est un privilège de pouvoir être présent au débat et d'échanger simplement avec ces intervenants célèbres.
Au cours des premières rencontres de 1991, François Dupeyron, Serge Toubiana, Richard Dembo, Mehdi Charef, François Cohendy sont présents dans la salle après la projection de leurs films. Nous avons eu le plaisir de voir douze films, parmi lesquels : "*Diva*" de Jean-Jacques Beinex, "*Sans toit ni loi*" d'Agnès Varda, "*La diagonale du fou*" de Richard Dembo, "*Subway*" de Luc Besson, "*Un cœur qui bat*" de François Dupeyron.
"Drôle d'Endroit pour des Rencontres" se renouvellera au fil des années. Les soirées d'ouverture qui accueillent gratuitement les spectateurs, se feront un point d'honneur de présenter un réalisateur ou un acteur particulièrement célèbre. Ainsi, nous avons eu la chance de recevoir, dans notre petit cinéma de quartier : Bernadette Lafont en 1993, première marraine des Rencontres, Patrice Leconte en 1997, Bertrand Tavernier en 2002, Jean-Pierre Améris en 2005, Sandrine Bonnaire en 2007 et bien d'autres encore que je ne peux citer…
Les soirées se terminent par un buffet convivial et délicieux, présenté dans un décor recherché, où les spectateurs peuvent échanger leurs impressions en dégustant d'excellentes préparations offertes par Les Alizés.
Une note exotique apparaît en 1998 avec l'arrivée du "Ciné Club chinois", organisé par une adhérente férue de films asiatiques. Une fois par mois, nous avons le plaisir de visionner un film chinois, coréen, en VO, suivi d'un débat, puis d'un apéritif chinois qui régale nos papilles.

La belle aventure du cinéma ne s'arrête pas là. Le bureau apprend par la Presse, au printemps 1999, qu'un multiplexe doit s'implanter dans l'Est lyonnais, à Genas. Que va devenir notre cinéma de quartier ? Avec ses huit nouvelles salles le multiplexe présente un choix de films considérable, cela ne va-t-il pas nuire aux Alizés ?
Les Amis du cinéma n'hésitent pas à frapper fort. Une pétition est alors adressée à Monsieur Raymond Barre, ancien ministre et Président de la Communauté Urbaine de Lyon dans ces termes-extraits : « *farouchement attaché(é) à un cinéma à échelle humaine, un cinéma de proximité, chaleureux et convivial, je suis opposé(é) aux multiplexes qui introduisent une logique purement commerciale, logique de cinéma fast-food, j'ai l'honneur de vous demander le retrait définitif de tout projet de multiplexe sur les communes de l'Est lyonnais…* ».
Les pétitions peuvent être déposées dans une des quatre salles de l'Est-Écran. Les actions

se multiplient. À chaque séance, des bénévoles informent les spectateurs, insistent sur l'importance de leur participation et recueillent ainsi 8000 signatures. Grâce à la pétition et à maintes démarches de la part des élus de la Ville, la victoire se dessine enfin avec l'annonce de la suspension du projet multiplexe pendant encore de longues années.

Afin de peser davantage face aux grands distributeurs, quatre salles de l'Est Lyonnais se regroupent en 2004 et présentent dorénavant un programme commun. Bron, Décines, Saint-Priest et Vénissieux se retrouvent sous le sigle "Est-Écran". La carte d'abonnement peut être utilisée au gré de chacun dans l'une ou l'autre des quatre salles.
Quinze années se sont écoulées mêlant moments de plaisir et moments de combats depuis l'ouverture en 1988. Cette belle aventure est couronnée de succès : 1 300 000 spectateurs ont fréquenté les Alizés depuis son ouverture ce qui, hélas, a provoqué l'usure des locaux et du matériel. Il est temps de penser à une rénovation des lieux. Le cinéma ferme ses portes le 26 mars 2003. De nombreux corps de métier interviendront pendant plusieurs mois. La Ville de Bron, principalement, le Centre National de la Cinématographie, le Conseil Régional en permettent le financement.

La réouverture des Alizés le mercredi 10 octobre 2003 avec un hall agrandi, entièrement restructuré, ainsi que la grande salle dotée de gradins et d'un écran plus vaste pour un meilleur confort sera l'occasion de fêter avec faste les 25 ans des Amis du Cinéma.
En 2013, la belle aventure du cinéma poursuit sa route malgré la concurrence féroce des multiplexes. Les 91 368 entrées enregistrées en 2010/2011 placent le cinéma "les Alizés" très haut dans le classement national. À ses débuts, le cinéma de Bron comptait 40 000 spectateurs, avec une ascension à 125 000 jusqu'à une stabilisation à 75 000. Ces résultats sont obtenus grâce à une équipe soudée de militants passionnés et dynamiques, porteurs de défis, soutenus par un personnel qualifié. Notre cinéma est un cinéma engagé.
Les diverses animations proposées au cours des premières années continuent d'attirer de nombreux spectateurs. L'événementiel s'est élargi pour adopter le Mois du Documentaire, la participation au Festival Lumière, le cinéma d'été en plein air ou le Ciné Citoyen. Les Alizés se mettent à l'heure du numérique avec des salles dotées des toutes dernières technologies. Une "newsletter" soulignant l'intérêt de la programmation et les films à ne pas manquer, parmi lesquels de nombreuses sorties nationales, est adressée mensuellement à tous les adhérents par Marc Van Maele, directeur des Alizés.

En relatant cette belle aventure, je me suis rendue compte que le cinéma a toujours fait partie de ma vie : trente années au conseil d'administration du cinéma de Bron confirment cette place. Mais pas seulement. Pendant mon enfance, en effet, j'ai souvent entendu parler des frères Auguste et Louis Lumière et de leur merveilleuse invention. Ma famille possède des photographies sur plaques de verre, datant de 1915 par Louis Lumière, ami de mon grand-père paternel. Je me suis engagée avec enthousiasme dans l'aventure du cinéma à Bron. Aujourd'hui en poussant la porte des Alizés, je repense avec émotion aux trente-cinq

années de cette belle aventure qui se poursuivra encore longtemps, je le souhaite.

La réussite de cette belle aventure n'aurait pas été possible sans l'implication du personnel que nous ne manquons pas de remercier chaleureusement.

Bobines de films

Hélène Boucher

Germaine Bellanger

Jeanne Dahane

Maryse Bastié

Marie Charcosset entourée d'André Maigrot,
président de l'Amicale laïque et
d'André Sousi, maire de Bron jusqu'en 1989

Marie-Noëlle ALSINA & Manuela FIORINI

OMBRE ET LUMIÈRE,

DES FEMMES CÉLÈBRES AUX HÉROÏNES INCONNUES DE L'HISTOIRE DE BRON

LA VILLE DE BRON A SIGNÉ EN JANVIER 2012 la "Charte européenne de l'Égalité des femmes et des hommes dans la vie locale", lancée en 2006. Cette charte qui vise, entre autres, une représentation équilibrée dans le processus décisionnel est une valeur essentielle pour la démocratie.

Remarquable est l'absence des femmes au Panthéon, ce lieu prestigieux dont le fronton s'orne des mots "Aux grands hommes la Patrie reconnaissante" où reposent plus de 70 hommes depuis 1791 et une seule femme inhumée là pour son seul mérite, Marie Curie (1867-1934) avec son époux Pierre.

Une autre femme, Sophie Berthelot (1837-1907) y est inhumée avec son mari, physicien et homme politique, mais "en hommage à sa vertu conjugale". Cependant, nous venons d'apprendre que deux femmes ont été choisies récemment pour reposer au Panthéon. Deux résistantes survivantes de Ravensbrück, l'une, Germaine Tillion (1907-2008), ethnologue de renommée mondiale, l'autre, Geneviève de Gaulle-Anthonioz (1920-2002), militante des Droits de l'Homme et présidente, de 1964 à 1998, d'ATD-Quart Monde.

Lorsqu'on se promène dans Bron, l'œil est bien sûr attiré par le nom des rues, écoles et autres bâtiments, et on ne peut s'empêcher de constater que bien peu de lieux de la ville portent un nom féminin.

Bron compte 263 noms de rues, avenues, squares, allées, impasses. Si on laisse de côté les noms historiques tels que Lessivas, Alsace-Lorraine, le Fort, 11 Novembre, ou bucoliques comme les Glycines, les Charmilles et autres Pâquerettes, on s'aperçoit qu'il n'y a que 6 patronymes féminins pour 136 masculins, soit… 5 %.

Il est intéressant de noter que certains hommes occupent à la fois une avenue et une impasse

(Ferdinand Buisson), une avenue et un rond-point (Charles de Gaulle) et que si Pierre Curie a bien sa rue à Bron (qui donne sur l'avenue Camille-Rousset), Marie Curie, elle, n'a pas cet honneur. Un collège de Bron porte le nom de Curie, cependant il ne s'agit pas de Marie et Pierre, mais de leur fille Irène et de son époux Frédéric Joliot, prix Nobel eux aussi.

Nous allons nous attacher à retracer le parcours de ces femmes dont le nom surgit dans l'espace public au détour d'une rue et nous vous invitons à un circuit dans la ville pour parler d'elles. Une balade rêveuse, nostalgique parfois, mais aussi empreinte d'admiration. Au cours de notre promenade, nous nous apercevrons que, outre des rues, des lieux de Bron portent le nom de femmes qui ont joué un grand rôle dans la société et dans la cité. Certaines d'entre elles ont été nos contemporaines et des Brondillants les ont connues. Nous avons décidé de nous arrêter également à ces lieux porteurs d'une mémoire.

Le fait que plusieurs voies et salles de notre ville portent le nom d'aviatrices tient à l'histoire même de Bron dont l'aéroport, dès 1910, fut un précurseur de ce qu'allait devenir l'aviation aussi bien civile que militaire.
À l'heure de l'Aéropostale (fondée en 1927), des Latécoère, Mermoz, Saint-Exupéry, Guillaumet, dont les exploits enflammaient le public, quelques femmes passionnées ont su se glisser, puis s'imposer dans ce domaine encore si masculin et entraîner, à leur tour, l'admiration et l'enthousiasme par leurs exploits qui ne cédaient en rien à ceux de leurs collègues.
On a du mal à imaginer ce que fut à l'époque la compétition entre ces aviatrices et l'intérêt extraordinaire qu'elles suscitaient. Quand l'une établissait un record, une autre relevait le défi puis était surpassée à son tour, parfois par celle-là même qu'elle avait battue. C'était une succession de records de durée de vol, d'altitude, de distance où les Françaises ont tenu une place prépondérante.
Certaines d'entre elles ont participé activement aux conflits de la Seconde Guerre mondiale, puis ont servi en Indochine, Algérie, et ont parfois payé cet engagement de leur vie.
Dans les années 30, avec d'autres grandes figures de l'aviation française telles que Maryse Hilsz (1901-1946) et Adrienne Bolland (1895-1975), Maryse Bastié et Hélène Boucher seront aussi des pionnières en s'engageant dès 1934 dans le combat féministe. Elles deviendront militantes pour le droit de vote des Françaises en soutenant Louise Weiss qui se présentait aux élections législatives de 1936 dans le 5e arrondissement de Paris.

En partant de la mairie de Bron, nous pensions commencer notre circuit par la salle Marie-Thérèse Eyquem (1913-1978) qui figurait sur le plan à l'école maternelle Jules Ferry, aux Essarts. Mais son nom ne figure plus sur le dernier plan de Bron, au profit de Jules Ferry seul. Toutefois, il semble intéressant de présenter Marie-Thérèse Eyquem, dans la mesure où les Brondillants se souviennent de ce nom donné à leur école pendant de longues années.

Marie-Thérèse Eyquem naît le 6 septembre 1913 à La Teste de Buch (Gironde). En 1924, elle part avec sa famille habiter Paris.

Après avoir quitté l'école à l'âge de 13 ans pour travailler, elle entame un parcours scolaire par correspondance et obtient une licence de lettres classiques.
Elle deviendra une théoricienne et dirigeante importante du sport féminin. Dès 1931, elle intègre le RSF (Rayon Sportif Féminin) et en est promue secrétaire nationale en 1936. Son travail de structuration et d'organisation des fêtes et des compétitions décuplera le nombre d'adhérentes.
Dès 1939, elle intègre l'administration en tant que rédactrice principale au Commissariat Général à l'Information, puis Directrice des sports féminins du gouvernement de Vichy en 1940.
Elle contribue à l'intégration des féminines au sein de la fédération gymnastique et sportive des patronages de France.
À la Libération, elle n'est pas inquiétée pour ses engagements dans l'administration de Vichy, et poursuit son engagement à la FSF (Fédération Sportive de France).
En 1947, après une nomination comme présidente de la première commission féminine de la FICEP (Fédération Internationale Catholique d'Éducation Physique et Sportive), elle développe ses projets à l'international jusqu'en 1961, où elle est nommée inspectrice principale du Ministère de la jeunesse et des sports.
Cette même année, elle est élue Présidente de la Fédération Internationale d'Éducation Physique et Sportive Féminine. Elle conservera ce poste jusqu'en 1965.
En 1962, auprès de militantes notoires telles que Gisèle Halimi et Yvette Roudy, elle est nommée à la tête du MDF (Mouvement Démocratique Féminin).
Elle poursuit son engagement féministe jusqu'à tisser des liens auprès de personnalités politiques de premier plan et devient notamment, une des plus proches collaboratrices de François Mitterrand.
Du fait de ses rapprochements politiques, elle perd ses engagements internationaux à la FICEP, et s'engage dans les instances de l'Union de la Gauche. Successivement au CIR, puis FGDS et enfin au PS où elle est la seule femme à siéger parmi les dirigeants.
Dès 1944, Marie-Thérèse Eyquem publie un essai et un roman visant à promouvoir le sport féminin. On lui doit une biographie de Pierre de Coubertin, parue en 1966.
Elle décède le 8 Août 1978 à Egletons (Corrèze).
Depuis 1985, le prix Marie-Thérèse Eyquem, doté par le Ministère des Sports, récompense toute œuvre apportant au sport une contribution pédagogique et technique.
Depuis la mairie, nous passons à la Maison des Sociétés où une salle porte le nom de Marthe Lacroix.
Malgré nos recherches, nous n'avons pas trouvé beaucoup d'éléments à son sujet.
Marthe Lacroix est née en 1905. Elle est l'épouse de Jean Lacroix, élu du Conseil municipal de Bron, dans les années 1960. D'après un témoin de l'époque, ce dernier aurait fait un mandat de 1959 à 65 et peut-être un deuxième mandat de 1965 à 1971.
Au décès de son épouse, il demande qu'une salle de la commune porte le nom de son épouse. Nous n'avons pas pu vérifier dans les archives la date de cette nomination.

Tout près de là, à la Galaxie, rue Paul-Pic, il existe une salle Jeanne Dahane inaugurée le 25 juin 2011 par la municipalité, qui rendait ainsi hommage à cette femme de convictions qui a marqué notre ville de son empreinte.

Jeanne Aguidi Dahane naît le 25 mars 1952 à Am-Timan, au Tchad. Troisième d'une fratrie de 6 enfants, son père occupe le poste de sous-préfet. Elle voyage ainsi beaucoup avec son père durant son enfance. Après des études de secrétariat, elle travaille comme secrétaire de l'administration des télécommunications du Tchad. Elle se marie en 1970 et arrive en France avec son époux et ses quatre enfants en 1979. La famille habite dans le quartier Terraillon puis déménage en 1990 à Bron Parilly.
Jeanne Dahane s'implique dans la vie associative du quartier, en particulier dans la création d'une ludothèque. Elle reprend des études dans la petite enfance lorsque ses enfants sont déjà grands.
À l'origine de l'ouverture de la première antenne régionale du GAMS (Groupe pour l'Abolition des Mutilations Sexuelles), elle est également présidente de l'Association des Femmes Africaines de Bron et tous Horizons (AFABH) qu'elle avait créée en 1997. Au fil du temps, cette association s'est attachée à favoriser l'entraide entre femmes et les rencontres sont l'occasion de partager et de faire partager les richesses culturelles des pays d'Afrique.
Femme de cœur et de combat, Jeanne Dahane décède le 9 janvier 2011, en même temps que sa fille Beitcha-Myriam âgée de 22 ans, dans un accident de la circulation au Tchad.

Nous quittons le souvenir de cette femme d'exception et poursuivons notre promenade vers la rue Elsa Triolet, courte rue entre la rue Lionel-Terray et l'avenue Saint-Exupéry.
Bien avant d'être dite "muse d'Aragon", Elsa Triolet avait déjà une vie riche d'auteure, de poétesse et de rencontres…
Elsa Kagan naît le 12 septembre 1896 à Moscou où elle fréquente, depuis son plus jeune âge, les milieux intellectuels. Elle y rencontre notamment Wladimir Maïakovski, qui deviendra le compagnon de sa sœur, et Victor Chklovski, linguiste et écrivain. Ce dernier tombe amoureux d'elle, toutefois sans réciprocité ; elle nourrira cependant avec lui un échange épistolaire que Chklovski publiera en 1923 sous le titre de "*Zoo, lettres qui ne parlent pas d'amour ou la Troisième Héloïse*". Ce recueil de lettres sera lu par Maxime Gorki qui, ayant particulièrement goûté aux lettres d'Elsa, demandera à la voir. Durant leur entrevue, Gorki encourage la jeune femme à se consacrer à l'écriture.
En 1917, les révolutionnaires renversent le Tsar. Elsa part de Moscou en 1918. Elle ne fuit pas la révolution, car elle adhère aux idéaux révolutionnaires, mais en déplore les terribles conséquences sur le peuple russe.
Un an plus tard, elle épouse André Triolet, un officier français qu'elle quittera en 1921. Elle mène alors une vie un peu errante entre Londres et Berlin jusqu'à sa rencontre en 1928, au café "La Coupole" à Paris, avec Louis Aragon. Elle en sera l'égérie tout au long de sa vie.
En 1939, à la déclaration de guerre avec l'Allemagne, Elsa, de confession juive, et Louis Aragon se marient et entrent dans la Résistance.
Entre 1942 et 1943, le couple élit domicile dans le 8e arrondissement de Lyon, au 4 rue Chambovet. La maison n'existe plus à ce jour.
En février 1943, ils sont contraints de partir de Lyon. Grâce aux FTP, ils trouvent un refuge à Saint Donat sur l'Herbasse, dans la Drôme, à l'époque centre actif de la Résistance. Ils y resteront

14 mois, sous le nom de Louis et Élisabeth Andrieux. La période de la guerre lui inspire le roman "*L'Inspecteur des ruines*".
À partir de la fin de la guerre, et tout au long de leur vie, Elsa Triolet et Louis Aragon feront des voyages dans les pays socialistes mais Elsa Triolet n'adhèrera jamais au Parti Communiste, contrairement à Louis Aragon.
Elle écrit "*Le Cheval roux*" au temps de la guerre froide et de la menace atomique. Appartenant au comité directeur du Comité National des Écrivains (CNE), elle s'attache à promouvoir la lecture et la vente de livres dans les années cinquante.
En 1963, elle intervient activement pour faire traduire et paraître en France le roman d'Alexandre Soljenitsyne "*Une journée d'Ivan Denissovitch*".
La façon dont la biographie de Vladimir Maiakovski est falsifiée en Union Soviétique est une des raisons qui l'entraîne à écrire les romans "*Le Grand Jamais*" (1965) et "*Écoutez-voir*" (1968).
Après avoir publié "*La Mise en mots*" en 1969 et "*Le Rossignol se tait à l'aube*" en 1970, Elsa Triolet meurt d'un malaise cardiaque le 16 juin 1970 dans la propriété qu'elle possède avec Aragon, le Moulin de Villeneuve, à Saint-Arnoult-en-Yvelines. Elle y sera enterrée selon ses vœux. Peu après, Louis Aragon léguera la totalité des lettres, manuscrits et autres documents personnels d'Elsa au CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique).

Nous poursuivons notre périple en direction du Quartier Rebufer où se trouve, entre l'Espace Albert Camus et le Rond-Point Charles de Gaulle, la rue Maryse-Bastié.

Capitaine de l'Armée de l'Air, Maryse Bastié totalisait 3000 heures de vol lorsque le Nord 2501 à bord duquel elle avait pris place comme passagère s'écrase à la fin d'un meeting aérien à Bron, le 6 juillet 1952. Sa disparition eut un retentissement national, ses obsèques eurent lieu aux Invalides.
Maryse Bastié naît à Limoges le 27 février 1898. Orpheline de père à 11 ans, elle devient ouvrière dans une usine de chaussures dès son certificat d'études obtenu. Après un bref premier mariage dont elle aura un fils (mort jeune, en 1935 à Bizerte de la fièvre typhoïde ; il servait dans la Marine Nationale), elle épouse à 24 ans, en 1922, Louis Bastié, son filleul de guerre. Pilote, celui-ci lui fait découvrir sa passion pour l'aviation et, le 29 septembre 1925, elle obtient son brevet de pilote. Pour attirer l'attention d'un éventuel employeur et montrer ses aptitudes, elle choisit d'emblée l'exploit : elle passe avec son avion sous les câbles du pont-transbordeur de Bordeaux, une semaine seulement après l'obtention de son brevet.
Sa devise était "Savoir Vouloir".
Le 13 novembre 1925, premier voyage Bordeaux-Paris en 6 étapes. En octobre 1926, son mari meurt dans un accident d'avion. En 1927, elle est engagée à l'École Pilain à Orly pour donner des baptêmes de l'air et elle fait de la publicité aérienne. Elle peut alors s'offrir son premier biplan, un "Caudron C109" avec lequel elle établit de nombreux records.
Le 13 juillet 1928, premier record féminin du monde de distance entre Paris et Treptov en Poméranie (1058 Km).
En 1929, deux records féminins de durée de vol : record de France avec 10h30 puis record du

monde d'une durée de 26h44, ravissant ainsi ce record du monde à l'américaine Eleonor Smith. Ce record lui est repris par une autre aviatrice française Léna Bernstein (1906-1932) avec 35h45. Bien décidée à le récupérer, elle décolle le soir du 2 septembre 1930 et se pose le 4 après 37 heures et 55 minutes de vol. Pour mesurer l'ampleur de cette prouesse, rappelons que Charles Lindbergh, premier aviateur à traverser l'Atlantique les 20 et 21 mai 1927, le fit en 33 heures et 30 minutes.

Le 28 juin 1931, elle relie Le Bourget à Lurino en URSS établissant un nouveau record de distance avec près de 3000 Km (2976 Km). Il ne restait que 35 litres de carburant dans le réservoir. Cet exploit lui vaut, outre la renommée, le grade de Chevalier de la Légion d'Honneur et le Harmon Trophy, prestigieux trophée américain, l'une des plus hautes récompenses aéronautiques internationales, décernée pour la première fois à une Française.

Elle effectue une première traversée de l'Atlantique avec Mermoz puis, le 30 décembre 1936, un mois après la disparition de ce dernier à bord de "la Croix du Sud", elle traverse l'Atlantique en 12h05 de Dakar à Natal dans le Nord-Est brésilien seule aux commandes d'un monomoteur, un Caudron-Simoun, sans radio à bord.

Jusqu'en 1939, elle parcourt le monde comme "ambassadrice" de plusieurs constructeurs aéronautiques.

En février 1940, elle est envoyée comme pilote en Scandinavie par le ministère des Affaires étrangères pour représenter l'aviation française. Elle rentre en France et, en mai 1940, lors de l'offensive allemande, Maryse Bastié offre ses services à la Croix-Rouge, notamment comme infirmière auprès des prisonniers français regroupés au camp de Drancy. Sous couvert de cette activité, elle est membre du Réseau Darius et recueille des renseignements sur l'occupant. Lors du départ d'un train vers l'Allemagne, elle est bousculée par une sentinelle, se fracture le coude droit ; elle en garde une invalidité et ne pilotera plus.

Le 21 mars 1944, elle est arrêtée par la Gestapo. Après 3 jours d'interrogatoire, elle est relâchée mais avec interdiction de quitter Paris. Son passé aéronautique et son action dans la Résistance lui valent d'être nommée lieutenant dans l'Armée de l'Air où elle s'engage en novembre 1944 dans les FFA (Forces Féminines de l'Air). Elle est affectée au service d'information du Cabinet du Ministre de l'Air, puis au Commandement des Écoles.

Démobilisée le 16 avril 1946, elle reste à la disposition du ministère de l'Air qui l'envoie en mission en Amérique du Sud. Autorisée à titre exceptionnel à réintégrer l'Armée de l'Air en 1947, elle est la première femme à être promue, à titre militaire, au grade de Commandeur de la Légion d'Honneur, pour "Titres de guerre exceptionnels et faits de Résistance".

En 1951, Maryse Bastié entre au Service de Relations Publiques du Centre d'Essais en Vol. Dans le cadre d'une de ses missions, elle est désignée pour accompagner l'équipage d'un appareil d'essai, le "Nord 2501" en vol de démonstration lors d'un meeting aérien organisé à Bron le 6 juillet 1952. Après des démonstrations d'appareils civils et militaires, le meeting s'achevait par la présentation de cet avion-cargo bimoteur (baptisé "Noratlas" en 1953). L'avion décolle et à 200 m d'altitude pique vers le sol, s'écrase et prend feu : 7 morts dont une passagère, Maryse Bastié.

L'Armée de l'Air commémore la disparition de Maryse Bastié tous les ans, le 6 juillet, sur la base aérienne du Bourget. Citée à l'ordre de la Nation, le texte de cette citation est lu chaque année le 6 juillet devant les auxiliaires féminines de l'Armée de l'Air.
Elle est titulaire de nombreuses décorations dont, pour les seules françaises :
- Citation à l'ordre de la Nation
- Médaille de la Résistance
- Médaille de l'Aéronautique
- Croix de guerre 1939-1945 avec palme
- Chevalier de la Légion d'honneur en 1931 et Commandeur en 1947

Un monument a été érigé face à l'aérogare de Bron. Il est aujourd'hui sur l'aéroport, face au bâtiment de la météo.
Elle est inhumée à Paris, au cimetière de Montparnasse.

Nous quittons pour un instant l'aviation pour nous diriger vers le Fort de Bron au bord duquel se trouve le Centre de la Petite Enfance Louise Michel, situé rue Guy de Maupassant, inauguré en novembre 1991.

Si on se souvient surtout de cette figure majeure de la Commune de Paris (1871), il ne faut pas oublier qu'elle eut le souci, sa vie durant, de l'éducation, du partage et de la transmission des connaissances.
Le nom de Louise Michel est indissolublement lié à la Commune de Paris, à Victor Hugo, à la Nouvelle-Calédonie, à la défense des ouvriers mais aussi à l'éducation.
Institutrice, militante révolutionnaire, libertaire, féministe, franc-maçonne, Louise Michel est l'une des figures majeures de la Commune de Paris (1871). Nous allons essayer de suivre dans son parcours unique celle qu'on appela "la Vierge Rouge".
Née le 25 mai 1830 à Vroncourt-la-Côte (Haute-Marne), hors mariage du fils du châtelain, Laurent Demahis et de Marianne Michel, servante, elle recevra de ses grands-parents paternels une bonne éducation, une instruction libérale. Elle lit Voltaire, Rousseau… Après la mort de son père et de ses grands-parents, chassée du château, elle poursuit ses études, passe son brevet de capacité et devient institutrice. À 22 ans, elle fonde une école qu'elle tiendra pendant un an, puis une autre avant de partir s'installer à Paris en 1856 pour enseigner.
Pendant les 15 ans qui suivent, elle poursuit régulièrement son activité d'enseignante. En 1865, elle ouvre une école à Paris, rue Houdon, puis une autre en 1868. Elle fait la connaissance de Jules Vallès, journaliste, écrivain et homme politique d'extrême-gauche qui fera partie des élus de la Commune de Paris en 1871. Elle rencontre aussi Eugène Varlin, militant socialiste libertaire, Théophile Ferré dont elle tombera éperdument amoureuse, tous personnalités de la Commune de Paris.
Très engagée, Louise Michel écrit dans des journaux d'opposition, fréquente des réunions politiques et pendant la Commune, elle s'engage comme ambulancière, tout en restant très préoccupée des questions d'éducation et de pédagogie. Après la chute du Second Empire, elle participe au Comité de Vigilance des citoyennes du 18e arrondissement de Paris dont elle est élue présidente.

Dans Paris affamé, elle crée une cantine pour ses élèves.
Elle rédige des poèmes qu'elle adresse à Victor Hugo, l'un des personnages les plus célèbres et les plus respectés de l'époque, avec qui elle entretiendra une longue correspondance de 1850 à 1879.
En 1871, garde au 61e Bataillon de Montmartre, ambulancière et combattante, elle anime, aussi, le Club de la Révolution à l'église St-Bernard de la Chapelle. Elle rencontre alors le maire du 18e arrondissement, Georges Clemenceau qui, plus tard, la libérera de prison. En mars, elle participe activement à "l'affaire des Canons de la Garde Nationale" sur la Butte Montmartre puis, en mai, aux combats de rue sur la "Barricade de Clignancourt".
Elle se rendra pour libérer sa mère emprisonnée à sa place et menacée d'être exécutée. Elle a 41 ans. Détenue au camp de Satory près de Versailles, elle assistera aux exécutions de ses amis. Entre 1871 et 1873, elle passe 20 mois en détention. Condamnée à la déportation à vie, elle est envoyée en Nouvelle-Calédonie où elle arrive après un voyage de près de 4 mois. Elle y restera jusqu'en 1880. Elle dira plus tard dans "*Le Libertaire*", en 1896 : « *je suis devenue anarchiste quand nous avons été envoyés en Calédonie* ».
Elle y crée le journal "*Petites Affiches de la Nouvelle-Calédonie*" et édite "*Légendes et chansons de gestes canaques*" et s'emploie à l'instruction des Canaques. Elle refuse une première amnistie mais, en mai 1879, sa peine est commuée en déportation simple. Elle est alors institutrice à Nouméa. En 1880, l'Assemblée Nationale vote la grâce de tous les condamnés de la Commune qui sont amnistiés le 14 juillet.
Louise Michel revient le 8 novembre 1880 à Paris où elle est accueillie triomphalement. Elle incarne une figure légendaire du mouvement ouvrier, porte-drapeau de l'anarchisme. Elle reprend son activité militante, donne des conférences en France et à l'étranger. Elle défend l'abolition de la peine de mort, les ouvriers, les chômeurs. Secrétaire de la "Société démocratique de moralisation" dont le but est d'aider les femmes à vivre par le travail, elle mène également une activité politique qu'elle poursuivra jusqu'à sa mort.
Le 9 mars 1883, elle mène avec Émile Pouget (1860-1931) militant anarchiste syndicaliste révolutionnaire, une manifestation au nom des "sans-travail" qui dégénère en pillages et affrontements avec les forces de l'ordre. Elle se rend aux autorités quelques semaines plus tard et, en juin, est condamnée à 6 ans de réclusion assortis de 10 années de "surveillance de haute-police" pour "incitation au pillage".
En janvier 1886, Jules Grévy, président de la République, la gracie mais dès août, elle est de nouveau incarcérée à cause d'un discours prononcé en faveur des ouvriers de Decazeville mais sera relâchée en novembre, suite à une remise de peine malgré son refus de faire appel.
Le 22 janvier 1888, après avoir prononcé un discours au Havre, elle est blessée à la tête par un extrémiste, Pierre Lucas ; on ne parviendra pas à extraire la balle logée dans son crâne mais elle témoignera à son procès afin qu'il échappe à la prison.
Lassée par les calomnies, le manque de liberté d'expression, elle s'installe à Londres où elle gère une école libertaire. Elle revient en France en 1895 à la demande de Sébastien Faure (1858-1942) anarchiste avec qui elle fondera le journal "*Le Libertaire*".
Le 20 juillet 1904, sur proposition de Madeleine Pelletier (1874-1939) – (militante féministe et socialiste libertaire, première femme médecin diplômée en psychiatrie en France), elle est invitée

à la loge "Fraternité Universelle" pour y prononcer une conférence de réception. Elle est alors cooptée par les membres de la loge. Elle est ensuite "initiée" à la loge "Philosophie sociale" de même obédience, loge qui admettait les femmes.
Louise Michel meurt d'une pneumonie à Marseille le 9 janvier 1905, pendant une tournée de conférences. Une foule de 120 000 personnes l'accompagne lors de ses funérailles au cimetière de Levallois-Perret. En 1946, ses restes seront transférés, dans le même cimetière, au rond-point des "Victimes du devoir". Sa tombe est fleurie chaque année. La promotion 1984 de l'ENA porte son nom.
Personnalité brillante, inclassable et toujours contemporaine, Louise Michel est, avec George Sand (1804-1876), l'une des très rares femmes du XIX[e] siècle a avoir adopté le costume masculin à un moment de sa vie, fait révélateur d'une revendication féministe.
Son œuvre littéraire comporte peu d'écrits théoriques mais surtout de nombreux poèmes, des légendes et des contes, y compris pour les enfants auxquels, éducatrice, elle ne cessa jamais de s'intéresser même si elle est davantage passée à la postérité pour son activisme pour la «*révolution sociale*», selon ses propres termes.

Proche de ce Centre Louise Michel, nous trouvons la Résidence Marie Charcosset, située à l'angle de la rue Guy de Maupassant et de l'avenue François-Mitterrand.
Marie Charcosset (16/06/1902-24/11/1993) est élue adjointe au maire dès 1959, puis 5[e] adjointe en 1965 et 1971, et 3[e] adjointe en 1977 et 1983. Très active au Bureau d'Aide Sociale, elle œuvre à la mise en place de la Résidence Marius Ledoux inaugurée le 15 novembre 1975.
Lors de l'installation du Conseil municipal le 19 mars 1983, proclamée à nouveau 3[e] adjointe, Marie Charcosset aura ces mots : «*Je me félicite de constater que la présence féminine augmente dans notre Conseil à chaque changement de mandat : une, trois, cinq, sept, aujourd'hui 10 femmes…*»

Puis nous empruntons la rue Youri-Gagarine (premier homme à effectuer un vol dans l'espace) en laissant de côté la rue Clément-Ader (Français qui aurait été le premier à faire décoller un "plus lourd que l'air" en 1890), pour arriver rue Hélène-Boucher, située dans le quartier de Terraillon entre les rues Marcel-Bramet et Guillermin.

Au cours de sa courte carrière d'aviatrice, Hélène Boucher a établi de nombreux records de vitesse. Elle naît à Paris le 23 mai 1908. Après ses études au collège Sévigné puis au lycée Montaigne, elle se passionne très jeune pour l'aviation. Après quelques essais dans la couture, puis au piano, son père architecte réputé la dirige vers les Beaux-Arts. À 16 ans, elle est admise à conduire une auto, conduite où elle acquiert vite une réelle virtuosité qu'elle saura plus tard mettre à profit. Elle se destine à une carrière d'interprète lorsqu'en 1930 un ami de son frère, Jean Hubert, se tue en avion. Elle sait alors ce qu'elle veut être : aviatrice.
Elle passe son baptême de l'air le 4 juillet 1930. Premier cours de pilotage en mars 1931, elle obtient son brevet de pilote de tourisme le 21 juin 1931. En juin 1932, après 100 heures de vol et un vol de nuit, elle devient à 24 ans la quatrième femme à obtenir son brevet de pilote

professionnel de transport public.
Hélène Boucher s'achète un avion et dès juillet 1932, participe au rallye aérien Caen-Deauville. Mal préparé, son avion tombe en panne et elle doit se poser d'urgence; elle atterrit dans un arbre mais elle en sort indemne.
En 1933, elle participe au raid Paris-Saïgon qui réunit les plus grands pilotes de l'époque, puis aux "12 heures d'Angers".
Le 2 août 1933, elle bat le record du monde d'altitude féminin avec 5900m.
En septembre 1933, elle se lance dans l'acrobatie aérienne auprès du champion de voltige Michel Détroyat qui dira d'elle au terme de sa formation : « *Dans quelques mois, elle sera la meilleure acrobate du monde* ».
En juin 1934, Hélène Boucher signe un contrat avec la nouvelle Société Caudron-Renault qui lui assure, outre son indépendance financière, des moyens techniques lui permettant de donner le meilleur d'elle-même.
Le 8 août 1934, aux commandes d'un Caudron-Renault, elle enlève le record de vitesse sur 100 Km à 412 Km/h (détenu alors par Maurice Arnoux avec 393 Km/h).
Le 11 août 1934, elle s'adjuge le record du monde féminin à 445 Km/h.
Par ailleurs, la Société Renault est sous contrat avec elle pour promouvoir sa voiture de sport de prestige, la "Vivasport 6 cylindres" dessinée par Marcel Riffard chef du bureau d'études Caudron-Renault et concepteur du Caudron Rafale.
En 1934, elle est lauréate du Prix Monique Berlioux de l'Académie des Sports, en tant que "femme à la performance sportive la plus remarquable de l'année écoulée".
Le 30 novembre 1934, lors d'un vol d'entraînement sur l'aérodrome de Guyancourt aux commandes d'un Caudron C.460 Rafale, son avion s'écrase et, grièvement blessée, Hélène Boucher meurt dans l'ambulance. La presse évoquera une perte de vitesse à l'atterrissage.
Une cérémonie a lieu à la Chapelle Saint-Louis des Invalides où son cercueil est exposé pendant deux jours (elle est la première femme à recevoir un tel honneur).
Hélène Boucher repose au cimetière d'Yermenonville où elle avait passé sa jeunesse.
Elle est décorée à titre posthume de la Légion d'Honneur avec la citation suivante : « *Pilote aviatrice, 3 ans de pratique professionnelle ; pilote de haute classe, a mis au service de l'aviation française sa foi ardente et son audace réfléchie ; a donné toute sa mesure au cours de sa brève carrière. Victorieuse de nombreuses compétitions, a ramené 6 records à la France, en particulier le record international de vitesse toutes catégories sur 1000 Km avec 409 Km/h. A donné sa vie à la cause qu'elle avait vaillamment défendue, a été citée à l'ordre de la Nation* ».

Dans ce même quartier de Terraillon en cours de rénovation, de nombreuses rues portent déjà le nom d'aviateurs : Guynemer, Védrines, Nungesser et Coli… Dans le cadre de la restructuration de "la Caravelle", première tranche du renouvellement urbain de Terraillon, le Conseil municipal par délibération du 17 juin 2013 a décidé d'attribuer à deux nouvelles voies le nom d'aviatrices peu connues du grand public mais dont le rôle mérite d'être souligné.
Il s'agit des nouveaux axes nord-sud entre la route de Genas et la rue Guillermin et entre la rue Jean-Lurçat et la rue Guillermin qui prendront respectivement le nom de Suzanne Melk et

de Jacqueline Domergue (ce nom a été proposé par la SLHADA, Société Lyonnaise d'Histoire de l'Aviation et de Documentation Aéronautique).

Suzanne Melk est née à Navenne, près de Vesoul, le 17 mars 1908.
Jeune femme au charisme remarquable, pianiste virtuose, elle étonne, déconcerte même ses contemporains. En 1935, elle et son second mari achètent deux "Henriot 32", en restaurent un avec lequel Suzanne fera ses premiers vols. Elle fait alors partie du comité à l'origine de la création de l'aéroclub et de l'école de pilotage de Vesoul. Dès 1938, elle devient la 4e française titulaire du brevet de pilote de vol à voile.
En juin 40, son mari Jean Dreyfus, de confession juive, divorce pour la protéger et s'exile en Angleterre puis en Amérique du Sud. Elle s'engage alors comme ambulancière, puis entre dans la Résistance dans le réseau Béarn. Agent de renseignement, elle effectue de dangereuses missions à travers les lignes ennemies. Suzanne Melk est l'objet de plusieurs citations de l'Armée, reçoit la Croix de Guerre, la Médaille de la Résistance, est nommée chevalier de la Légion d'Honneur.
À la fin de la guerre, elle devient pilote militaire (cadres navigants de l'Armée de l'Air à Châteauroux) car le Ministre de l'Air, Charles Tillon, communiste, crée alors un corps de pilotes militaires féminines. Elle pilotera le fameux Dewoitine D.250, réputé comme le meilleur avion de chasse qui fut engagé dans la Bataille de France.
Mais sa passion pour le vol à voile l'emporte et elle quitte Châteauroux pour le centre national de vol à voile de la Montagne Noire.
Le 9 septembre 1945, elle établit le record de France de durée en vol sur monoplace en 13h18, détenu jusqu'alors par la championne Marcelle Choisnet. Les 5 et 6 octobre, elle bat son propre record avec 16h44.
Les 25 et 26 mars 1947, elle devient championne du monde de durée en circuit fermé en 16h03 sur un biplace "Castel 242".
Elle est invitée à Prague pour participer à une rencontre internationale de voltige aérienne où elle est la seule femme inscrite et se classe seconde à quelques points du champion tchèque. Sa notoriété dépasse désormais le monde de l'aviation et fait la Une des journaux.
En septembre 1947, Suzanne Melk rallie les États-Unis. Son objectif est de battre le record du monde de distance détenu par une Russe, et elle veut pour cela utiliser les vents puissants qui balaient les immenses plaines américaines. Elle participe en Floride au "Florida Challenge Trophy of Stanford" où elle devance tous les pilotes masculins à l'exception de Brittain qui remporte le trophée. Cela lui vaut d'être portée en triomphe et la presse américaine fait paraître les articles les plus élogieux à la gloire du vol à voile français qu'elle représentait avec tant de prestige.
En 1949, elle est atteinte d'une grave "maladie du sang". Elle décède le 4 février 1951 à Durham en Caroline du Nord. Rapatriée en France selon ses souhaits, elle repose à Navenne.

Jacqueline Domergue dite "Jaïc" naît à Ismaïlia (Égypte) le 8 septembre 1924. Son père était attaché à la Compagnie du Canal de Suez.
Diplômée des IPSA (Infirmières Pilotes, Parachutistes et Secouristes de l'Air) en 1951, elle est reçue en 1952 au concours de Convoyeuses de l'Air au sein du Groupement des Moyens Militaires

de Transports Aériens.
Parallèlement à son activité militaire, elle consacre tout son temps libre au parachutisme. En 1955, elle est championne de France de parachutisme et, avec deux seules autres femmes, Odette Rousseau et Monique Laroche, détient le brevet de moniteur-parachutiste.
Elle participe à la campagne d'Indochine en 1954 où elle se trouve à Diên-Biên-Phu avec sa camarade Geneviève de Galard, puis à la campagne de Chypre en 1956, et remplit plusieurs missions en Algérie.
Son courage en Indochine lui a valu la Croix de Guerre TOE avec citation à l'Ordre de l'Armée de l'Air, puis en 1956, celle de la Médaille d'Honneur du Service de Santé de l'Air en Or.
Le 29 novembre 1957, "Jaïc" Domergue est mortellement blessée lors d'une évacuation sanitaire héliportée au sud d'Alger.
Elle avait effectué 3400 heures de vol dont plus de 160 en 31 missions opérationnelles au titre du maintien de l'ordre en Afrique du Nord. La presse la surnommera "l'infirmière du ciel".
À 33 ans, elle avait effectué son 500e saut en parachute (spécialiste du saut à ouverture retardée à 5000m) et était sélectionnée pour le championnat du monde.
Ses obsèques sont d'abord célébrées à Alger le 2 décembre, puis des obsèques nationales ont lieu aux Invalides pour le retour de son corps à Paris.
Jacqueline Domergue est nommée à titre posthume au grade de Chevalier de la Légion d'Honneur comportant l'attribution de la Croix de la Valeur Militaire avec palmes. Elle reçoit également la Croix de Vermeil de la Croix-Rouge française.
« *Outre son courage au milieu du combat, elle a su ajouter à l'accomplissement du devoir quotidien le plus pur esprit de sacrifice* ». (Signé René Coty).
Depuis le 23 février 1958, une rue de Quimper et une autre à Boulay-les-Barres (Loiret) portent son nom. Une stèle en son honneur a été inaugurée à Boulay le 27 septembre 2011.

À l'angle de la rue Hélène Boucher, prenons maintenant la rue Guillermin. Là se trouve une salle de sports dédiée à Élise Deroche, première femme au monde ayant obtenu le brevet de pilote d'avion. (Brevet n°36 de l'Aéro-Club de France).

Née à Paris le 22 août 1882 d'un père plombier, elle commence une carrière artistique (théâtre, peinture, sculpture).
Elle rencontre Charles Voisin, fondateur avec son frère Gabriel de l'entreprise de construction d'avions Voisin frères, qui l'initie au pilotage.
Première femme à voler en solo sur un biplan Voisin en 1909, elle est la première femme à obtenir en France et dans le monde le brevet de pilote, le 8 mars 1910.
Elle participe à de nombreux rassemblements aériens tant en France qu'à l'étranger (Héliopolis, Budapest, Rouen, Saint-Pétersbourg). Élise Deroche sera alors connue sous le nom de "Baronne de Laroche". La légende veut que ce titre lui aurait été donné par le tsar Nicolas II, impressionné par le courage de cette femme au cours d'un meeting aérien à Saint-Pétersbourg.
Elle sera grièvement blessée lors d'un meeting à Reims le 8 juillet 1910. Elle participait à la deuxième "Grande Semaine de la Champagne" 1910 et pilotait un Biplan Voisin. Le 12 septembre

1912, elle sort indemne d'un accident d'automobile où Charles Voisin trouve la mort.
Elle meurt à 37 ans au cours d'un vol d'essai d'un prototype Caudron, le 18 juillet 1919, au Crotoy dans la Somme.
Élise Deroche repose au cimetière du Père-Lachaise.

En poursuivant la rue Guillermin, nous remontons la rue Romain-Rolland puis la rue de Lessivas qui passe devant la Résidence Ledoux. Après avoir traversé la rue Ferdinand-Buisson puis la rue de la Pagère, nous arrivons à l'angle de la rue Jeanne-Collay.
Par délibérations des 3, 10 et 24 septembre 1974, le Conseil municipal a décidé de donner à la Rue des Godets où elle habitait pendant la guerre, le nom de Rue Jeanne Collay, Brondillante qui s'est illustrée héroïquement pendant la dernière guerre.
Née le 24 octobre 1895, à Montbrison (Loire), nous ne possédons pas d'éléments sur la vie de Jeanne Vabre, en dehors de ses faits d'armes pendant la Seconde Guerre mondiale. Elle entre dans la Résistance en 1941, aux côtés de son époux, Louis Collay, à Bron, chef du réseau "Combat". Elle procure de fausses cartes d'identités et diffuse des journaux d'information sur la Résistance. Le 21 Février 1944, elle est appréhendée à Bron dans sa villa qui sera pillée et brûlée. La Gestapo l'accuse de fabriquer de faux papiers. Elle est mise au secret pendant soixante-dix jours à la prison Montluc de Lyon. Après avoir été interrogée et torturée par la Gestapo, elle est déportée le 10 avril 1944 au camp de Ravensbrück dans un convoi qui part de la gare de l'Est à Paris. Le train est composé uniquement de 567 femmes arrêtées dans toute la France.
120 000 femmes furent déportées à Ravensbrück dont 11 000 Françaises. Parmi toutes ces femmes, seulement 3 000 reviendront. Jeanne Collay (matricule 38814) fut de celles-ci, ainsi que Germaine Tillion et Geneviève de Gaulle-Anthonioz dont nous parlions plus haut.
Libérée le 10 avril 1945, gravement touchée dans sa chair, elle décèdera le 1er janvier 1972 à Lyon, dans le 8e arrondissement.
Jeanne Collay a reçu de nombreuses décorations :
- Croix de Guerre avec Étoile de Vermeil
- Médaille de la Résistance en 1945
- Croix du Combattant Volontaire en 1947
- Chevalier de la Légion d'Honneur en 1959

Nous traversons ensuite Bron pour arriver au bas de l'avenue Camille-Rousset vers la Résidence Germaine Bellanger, première femme élue à Bron en 1945. Cette résidence située à l'entrée de Bron, à la Boutasse, fut inaugurée le 29 septembre 2012.

Germaine Bellanger, née le 9/12/1914, fut la première femme élue adjointe à Bron, en 1945. Le droit de vote des femmes et leur droit d'être élues est alors très récent : l'ordonnance le leur reconnaissant est promulguée le 21 avril 1944 par le Gouvernement provisoire du Général de Gaulle et les Françaises exerceront ce droit, pour la première fois, lors des municipales des 29 avril et 13 mai 1945.

Alors âgée de 31 ans, Germaine Bellanger se présente sur une liste d'Union de la Résistance, sous étiquette du Parti Communiste. Il faudra cependant 4 tours pour qu'elle soit élue adjointe. Elle aura la délégation "des écoles, du Bureau de Bienfaisance (futur CCAS), des études, des cantines…", toutes activités sociales.
Elle décède en 2000 et la municipalité a décidé, en donnant son nom à cette résidence, de rendre hommage à l'une des toutes premières femmes à être élue adjointe au lendemain de la Libération.

Nous voici arrivés, pour l'instant, au terme de notre promenade où nous avons pu évoquer des femmes "ordinaires" devenues "exceptionnelles". Certaines plus connues que d'autres, certaines ayant vécu à nos côtés, à Bron, d'autres faisant partie de l'Histoire, certaines citées dans les manuels scolaires, d'autres un peu oubliées, peut-être, certaines bien vivantes dans notre esprit. Nous ne pouvons pas terminer cette évocation sans parler de ces femmes restées dans l'ombre. Dans son livre "*Lambeaux*" paru en 1995, Charles Juliet retrace le sort tragique de sa mère, morte de faim comme tant d'autres au Vinatier en 1943.
Elle fait, elle aussi, partie de l'histoire de notre ville et même, de l'histoire des femmes.

Bibliographie

Archives Municipales de Bron
Bron Magazine
Le Progrès
WIKIPEDIA
Pionniers de l'Aviation
Bibliothèque de l'Aéronautique
Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation

Réalisation
Ville de Bron
(Direction de la communication / Médiathèque Jean Prevost)

–

Coordination du projet
Isabelle Joly

–

Direction artistique et animation du projet
La compagnie Les arTpenteurs / lesartpenteurs.wordpress.com

–

Photographies
Dominique Perron, Ville de Bron (sauf mentions)

–

Graphisme et mise en page
Clémentine Breed design graphique

–

Impression
VASSEL graphique

–

Février 2015

–

Remerciements à **Jean-Michel Guillaud**,
documentaliste de la Ville de Bron
et à **Amandine Ramage** (service civique).

1
SI BRON M'ÉTAIT CONTÉ OU DU PASSÉ FAISONS NOTRE MIEL

2
ENTREPRENDRE ET TRAVAILLER À BRON

3
DE BRON-VILLAGE À BRON-VILLE
1964-2014

4
BRON ET LE PATRIMOINE

5
TERRAILLON

6
LA BELLE AVENTURE DU CINÉMA DE BRON

7
OMBRE ET LUMIÈRE
DES FEMMES CÉLÈBRES AUX HÉROÏNES INCONNUES